Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-1-16/2025-1-315]

Publicación quincenal

Jeudi 16 janvier.

Fin progressive de l'état de siège : le Gouvernement dispose de 15 jours pour produire une feuille de route. A la suite de la mission interinstitutionnelle d'évaluation, conduite par la Première ministre en novembre dernier dans ces provinces, « il a été rapporté au Président de la République, d'une part, que l'état de siège est encore considéré comme une nécessité ». D'autre part, la mission avait noté également « le besoin d'alléger davantage le dispositif de l'état de siège qui s'est fait sentir au sein des populations concernées ». Alors, il va falloir à la fois atténuer ses effets exceptionnels de ce régime et garantir la sécurité des régions affectées. Dans la perspective de mettre progressivement fin à ce régime, Félix Tshisekedi engage le gouvernement à lui produire une feuille de route dans quinze jours.

Le 16 janvier 2001 : l'un des gardes du corps de Laurent-Désiré Kabila mettait fin à ses jours. Ce jeudi 16 janvier 2025, vingt-quatre ans sont passés depuis que Laurent-Désiré Kabila, alors Président de la RDC, a été assassiné dans son bureau, à Kinshasa par un de ses gardes du corps : Rashidi Mizele Kasereka. L'auteur des coups de feu qui a tué l'ancien Chef de l'Etat sera abattu à son tour dans sa fuite par Eddy Kapend, l'aide de camp du Président Laurent-Désiré Kabila, aujourd'hui commandant de la vingt-deuxième région militaire. En 2003, la Cour militaire condamnera une vingtaine de personnes à mort, dont Eddy Kapend, pour négligence dans la protection du Président. Mais leur peine sera commuée en une condamnation à la prison à vie. Eddy Kapend sera gracié par le Président Félix-Antoine Tshisekedi. Vingt-quatre ans après, plusieurs personnes estiment que le procès sur l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila n'a pas encore répondu à toutes les questions et les véritables commanditaires de cet assassinat ne sont pas encore connus.

Beni : la société civile lance la campagne de lutte contre la propagation des messages du M23 sur les réseaux sociaux. Cette campagne, lancée le 14 janvier, pour une période de trois mois, va se dérouler dans les écoles, les marchés, et autres lieux publics. Elle vise à encourager la population à soutenir les actions des Forces armées de la RDC engagées sur les différentes lignes de fronts au Nord et Sud-Kivu. La société civile entend donc convaincre les uns et les autres à ne plus relayer les messages de propagande du M23 distillés à travers les réseaux sociaux et appelle également la population civile à vérifier l'authenticité des informations reçues avant de les partager, à dénoncer tout mouvement suspect dans leur communauté et à ne pas collaborer avec l'ennemi.

Le Conseil d'administration du FMI approuve l'accord d'environ 3 milliards USD en faveur de la RDC. Le président du Conseil d'administration du FMI, affirme que l'économie de la RDC est restée résiliente, avec une croissance économique robuste, une baisse de l'inflation et des déficits budgétaires, malgré les défis auxquels elle est confrontée, notamment les conflits armés dans l'est du pays et une crise de santé publique liée à l'épidémie de Mpox. Il souligne que les 1 729 milliards USD, octroyés à la RDC dans le cadre du nouvel accord au titre de la FEC permettront au pays bénéficiaire de stimuler la croissance et créer un espace budgétaire pour les investissements prioritaires et les dépenses sociales. Et il précise, qu'avec les 1 038 milliards USD, octroyés dans le cadre du programme soutenu par la

FRD, la RDC investira dans la protection de ses vastes forêts tropicales, le renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles induites par le changement climatique ainsi que dans une meilleure prise en compte des considérations climatiques dans la gestion des investissements publics.

Sud-Kivu : les coopératives et les sociétés minières s'engagent à réhabiliter la RN2, sur l'axe Mugogo-Walungu-Mwenga. C'est ce qui ressort d'une réunion d'échanges entre les acteurs miniers et les parties prenantes des secteurs routier et minier, autour du ministre provincial des mines, ce 15 janvier à Bukavu. Un protocole d'accord a été signé par les différentes parties à l'issue de cette rencontre. Aux termes de ce protocole, les coopératives minières, parlant aussi au nom des sociétés minières, ont accepté de collecter un fonds au profit de la réhabilitation de la RN2. La majorité des parties prenantes des secteurs minier et routier sont satisfaits de cet engagement.

Le gouverneur de l'Ituri sollicite l'appui de la Monusco pour le rétablissement de la paix. Selon lui, l'amélioration progressive de la situation sécuritaire dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu est consécutive au soutien logistique, renseignements et approche non militaire de la Mission onusienne aux autorités militaires pour la protection des civils. « La Monusco renforce les capacités de nos militaires sur le plan opérationnel et nous formons ensemble nos commandos et ça c'est déjà beaucoup. Mais il en faut d'avantage parce que nous menons une guerre atypique et il nous faut plus des forces, qu'elles soient spécialisées, avec plus de professionnalisme ».

Lubero : 32 civils tués par des ADF à Muhangi. Parmi eux, le chef du groupement de Bulengya, un village voisin, alors qu'il revenait d'une mission d'itinérance. Plusieurs autres personnes ont été également blessées et de nombreuses autres encore portées disparues à Makoko, Masakoti et Mambangu, ajoutent ces sources.

Environ 600 combattants de la milice Zaïre déposent les armes à Djugu. L'adhésion de ces miliciens s'inscrit dans le cadre du processus de désarmement volontaire des groupes armés pour intégrer le programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS) Leur porte-parole, appelle l'armée à renforcer sa présence dans le territoire de Djugu, afin de permettre à tous les combattants de la milice «d'auto-défense » Zaïre de dégarnir leurs positions, et déposer les armes restantes. Il appelle à la même occasion les autres groupes armés à leur emboiter le pas, en vue de restaurer la paix en Ituri.

Vendredi 17 janvier.

Félix Tshisekedi nomme de nouveaux animateurs de la Cour constitutionnelle et du Conseil d'Etat. Le Chef de l'État a nommé Nsensele Wa Nsele comme Première Présidente du Conseil d'État, et Moke Mayele, Procureur général près la Cour constitutionnelle. De son côté, Jean-Pierre Mukolo a été nommé Procureur général près le Conseil d'Etat. De nouveaux membres de la Cour constitutionnelle de la RDC ont été nommés. Il s'agit de Marthe Odio Nonde, issue de la composante Présidence, et d'Aristide Kayindo Nguru, de la composante Parlement.

Air Congo inaugure la ligne Kananga-Mbuji-Mayi-Kinshasa. Les habitants de la province du Kasai central ont exprimé leur satisfaction, eux qui pour relier Kananga-Mbuji-Mayi, utilisaient les motos sur une route délabrée.

Offensives pour reconquérir des localités occupées : les Fardc délogent les M23 de Kasake, une colline qui surplombe la localité de Ngungu. Depuis la perte, la semaine dernière, de la localité de Ngungu, les Fardc ont multiplié leurs efforts pour sa reprise. Depuis jeudi, les combats ont redoublé d'intensité dans la zone, autour de Kasake et de Ruzirandaka. Les M23 ont été délogés de la colline de Kasake et ont largué plusieurs bombes en direction de Ruzirandaka. En revanche, sur le front de Masisi-centre, le calme est revenu ce vendredi matin. Les rebelles du M23 ont légèrement élargi leur rayon opérationnel en s'emparant de la localité de Kanii. C'est là qu'ils ont dressé leur position alors qu'ils continuent à occuper Masisi-centre.

64 ans après l'assassinat de Patrice Lumumba : sa lutte reste « inachevée » estiment des acteurs sociaux de Beni. Le coordonnateur de l'ONG Jeunes patriotes pour la consolidation de la paix (JPCP), basée à Beni, considère que les Congolais n'étaient pas suffisamment préparés à diriger le pays au moment de l'indépendance. Selon lui, cette situation a entraîné des répercussions sur la gouvernance nationale : « C'était opportun de réclamer l'indépendance, mais les procédés n'étaient pas vraiment complets parce que les Congolais n'étaient pas prêts pour diriger...Lumumba nous a fait accéder à l'indépendance, mais il nous a rappelé que nous devons nous battre pour notre indépendance. Sa lutte a été inachevée parce qu'il n'a jamais eu de bons successeurs capables de concrétiser sa pensée politique et sa vision d'un grand Congo. C'est resté une date de commémoration tout court, ce qui est déplorable. On aurait bien aimé qu'il y ait autant de Lumumba capables de pérenniser cette lutte et de la transformer en une réalité vécue. » Le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba, leader de l'indépendance congolaise et premier Premier ministre démocratiquement élu, était assassiné. Son combat pour la souveraineté et la dignité du peuple congolais continue de résonner dans les esprits, mais les défis qu'il avait identifiés restent d'actualité.

Les États-Unis soutiennent le rapport de l'ONU sur le conflit dans l'Est de la RDC. Le Département d'État des États-Unis a exprimé sa vive préoccupation face aux conclusions du rapport à mi-parcours publié en décembre 2024 par le groupe d'experts des Nations unies concernant la situation dans l'est de la RDC. Ce rapport met en lumière les principales sources de conflit dans la région et corrobore les évaluations faites par les autorités américaines. Dans un communiqué, les États-Unis ont fermement condamné la présence illégale de plusieurs milliers de soldats rwandais en RDC, ainsi que le soutien actif apporté par le Rwanda à la milice M23, un groupe armé sanctionné à la fois par l'ONU et les États-Unis. Le communiqué dénonce également l'utilisation, par le Rwanda, de systèmes de missiles sol-air, de mortiers guidés par GPS et de missiles antichars, des pratiques qui exacerbent la violence dans la région. Les États-Unis ont également exigé la fin immédiate des activités de brouillage GPS et d'usurpation d'identité menées par le Rwanda et le M23, qui perturbent gravement les opérations aériennes de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) et des vols humanitaires dans la province du Nord-Kivu. Ces actions mettent en péril le personnel humanitaire et de l'ONU, tout en bloquant l'accès à une aide cruciale pour les populations civiles. Par ailleurs, le rapport de l'ONU pointe du doigt une coopération "systématique" entre les forces armées congolaises et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé également sanctionné par les États-Unis et l'ONU. Le gouvernement américain a exhorté les autorités congolaises à mettre un terme immédiat à cette collaboration et a salué l'engagement de la RDC à travailler aux côtés de la Monusco pour neutraliser les FDLR dans le respect du droit international humanitaire et des droits humains. Les États-Unis ont aussi réitéré leur appel à un dialogue inclusif entre le gouvernement congolais et les groupes armés, y compris le M23, comme condition indispensable à une paix durable dans la région. (**Actualité.CD**)

Une synergie d'organisations locales de Butembo fait don d'au moins 2 tonnes de vivres aux Fardc. Ce don collecté auprès de la population est constitué notamment de près de deux tonnes de riz, farine de maïs et biscuits. Il y a également des bouteilles d'eau et une vache. Selon les initiateurs, c'est un signe d'amour et de patriotisme destiné à renforcer la collaboration entre les civils et les militaires. Pour l'administrateur du territoire de Lubero : « Cela est très important en ce moment d'agression par le Rwanda et ses supplétifs le M23, que nous puissions être unis et forts afin que nous puissions gagner cette guerre. Si nous sommes unis, nous serons forts et nous allons bouter dehors cet ennemi, cet agresseur qui est le Rwanda et ses supplétifs le M23 ».

Samedi 18 janvier.

Judith Suminwa instruit le ministre du Travail de rapporter son arrêté sur le réajustement du SMIG pour vice de forme. (L'ajustement du SMIG de 7 075 FC à 14 500 FC). Dans une note de service, du 10 janvier, la cheffe du gouvernement évoque le non-respect de la procédure requise en la matière, le vice de forme et l'incompétence matérielle de l'auteur. Judith Suminwa demande cependant au ministre du Travail de lui « présenter dans un bref délai des éléments pertinents et nécessaires à la prise du décret sur le SMIG en impliquant, cette fois-ci, toutes les parties prenantes notamment le Conseil national du travail pour avis préalable », peut-on lire dans ce document.

La RDC appelée à rattraper son retard dans l'exploitation des nappes pétrolières lacustres partagées avec les pays voisins. L'Ouganda, a déjà commencé à exploiter son pétrole dans le lac Albert, une étendue d'eau partagée avec la RDC. Depuis 2022, l'Ouganda a lancé la production de pétrole dans cette zone. Par ailleurs, le Rwanda prévoit de tirer profit des 13 blocs pétroliers récemment découverts dans le lac Kivu, renforçant ainsi ses ambitions dans le secteur des hydrocarbures. Pendant ce temps, la RDC reste en retrait, malgré les premières découvertes de pétrole dans la région qui remontent à 2006. Cette inaction met en péril les intérêts économiques du pays. Malgré les opportunités offertes par ces ressources, plusieurs défis continuent de freiner l'exploration et l'exploitation pétrolières en RDC. Ces obstacles incluent des problèmes de gouvernance, un manque d'infrastructures adaptées, et des préoccupations environnementales.

RDC : le gouvernement renforce sa législation avec trois projets de décrets pour booster et rendre compétitif le secteur des zones économiques spéciales. Le ministre de l'Industrie et Développement des Petites et Moyennes Entreprises et des Petites et Moyennes Industries a expliqué que ces textes visent à adapter les dispositifs réglementaires à l'environnement socio-économique et juridique du pays, à les moderniser en tenant compte des bonnes pratiques internationales et à les rendre plus compétitifs par rapport aux régimes déjà appliqués par certains pays de la région. Cette modification intervient alors que les premiers produits issus de la zone économique spéciale pilote de Maluku, notamment des carreaux et des faïences, sont disponibles et livrés sur le marché de la ville-province de Kinshasa. La zone économique spéciale de Maluku, qui s'étend sur une superficie de 880 hectares dont 244 sont actuellement en développement, accueille également des entreprises telles que Varum Beverages RDC Sarl, spécialisée dans la fabrication de boissons gazeuses Pepsi, et Sopaco Sarlu, qui se consacre à la transformation d'huile de palme. Le gouvernement, par le biais du ministère de l'Industrie, s'engage à la concrétisation de ce projet, qui a pour objectif d'assurer l'indépendance économique de la RDC. (**Actualité.CD**)

Bunia : 45 jeunes formés sur la maintenance automobile. Cette formation qui de deux semaines a été organisée par les casques bleus bangladais de la Monusco. Selon les bénéficiaires, cet apprentissage va leur permettre de vaincre le chômage qui pousse de nombreux jeunes à intégrer les groupes armés. Des centaines de jeunes de l'Ituri sont déjà formés par les casques bleus de la Monusco à différents métiers : conduite des engins lourds comme l'excavateur, l'agriculture, la réparation des téléphones et ordinateurs, l'installation électrique domestique, les cours d'anglais.

Nord-Kivu : la poursuite des combats autour de Ngungu entraîne une nouvelle vague de déplacés. Ces combats, qui entrent dans leur troisième jour consécutif, opposent les Fardc et ses alliés wazalendo aux rebelles de la coalition M23/AFC, soutenue par l'armée rwandaise. Face à l'intensité des combats, de nombreux habitants des villages situés entre Kabingu et Remeka fuient leurs localités depuis l'aube ce samedi. Ces déplacés prennent la direction de Biriko, dans le groupement Waloa Loanda, situé dans le territoire voisin de Walikale. Les vagues de déplacement s'ajoutent à celles déjà observées depuis le début des affrontements dans cette zone il y a trois jours.

Félix Tshisekedi appelle à des sanctions contre le Rwanda et exclut tout dialogue avec le M23. Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, s'est adressé ce samedi 18 janvier 2025 au corps diplomatique accrédité à Kinshasa, dans le cadre des traditionnels échanges de vœux de début d'année. Lors de son discours, le chef de l'État congolais a fermement dénoncé le soutien de l'armée rwandaise au groupe rebelle M23, actif dans l'Est du pays, et a appelé la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à cette situation. Félix Tshisekedi exclut toute possibilité de négociation avec le M23. « Exiger un dialogue direct avec un groupe terroriste revient à légitimer des agissements qui violent nos lois et principes fondamentaux ». Il salue les condamnations émises par certains Etats à l'encontre du Rwanda, mais estime que ces prises de position restent insuffisantes face à la gravité de la situation. Il appelle à des « sanctions concrètes et immédiates » contre le Rwanda.

Cinq anciens Premiers ministres pour une commission en charge d'évaluer la Constitution. Léon Kengo, Norbert Likulia, Evariste Mabi Mulumba, Adolphe Muzito et Samu Badibanga, ces anciens chefs de gouvernement se disent prêts à apporter leur contribution au débat sur la constitution qui fait rage à travers le pays. Dans cette controverse, ces anciens Chefs des Gouvernement ont ainsi affirmé leur disponibilité d'apporter les réformes nécessaires et fondamentales dans l'intérêt de la République. Ils ont également condamné les multiples agressions dont le pays fait l'objet dans sa partie Orientale. Ces acteurs politiques ont en outre encouragé le Chef de l'Etat à poursuivre les efforts sur tous les fronts notamment diplomatique et militaires afin de résoudre cette crise.

Dimanche 19 janvier.

La justice ouvre des poursuites pour la gestion opaque de la Banque centrale et de la Gécamines. Les chiffres évoqués sont glaçants. D'abord 315 millions USD d'avances fiscales de la Gécamines entre 2012 et 2020. Des fonds que l'IGF n'arrive pas à tracer. D'autres sont des millions de dollars retirés en liquide auprès des banques avant de disparaître sans traces. C'est le cas de près de 16 millions USD retirés en 2018 d'un compte de la Banque centrale logés à la Rawbank par un directeur de l'institution financière pour des dépenses de « souveraineté » sur base d'un simple ordre verbal de la présidence. Il y a aussi près de 10 millions USD retirés en cash par un autre directeur à la banque. Auditionné par l'IGF en mars 2021, Deogratias Mutombo alors gouverneur de la Banque centrale, avait prétendu que ces fonds avaient été déposés à la résidence de Joseph Kabila qui était le président de l'époque. À la Gécamines, les inspecteurs des finances n'arrivent pas à tracer 15 millions USD délogés du compte de l'entreprise pour une contribution exceptionnelle au budget de l'État. Des fonds qui n'ont jamais été tracés, d'après l'IGF. Le Garde des Sceaux congolais annonce avoir déjà transmis des mandats internationaux pour « appréhender » les personnes incriminées dans différents pays. L'ancien gouverneur de la Banque centrale et l'ancien patron de la Gécamines avaient déjà été interdits de sortie du territoire à la demande du président de la Cour des comptes. La mesure avait été annulée par le conseil d'État pour vice de procédure. (**RFI**)

Des affrontements entre Fardc et M23 à Masisi au Nord-Kivu, s'étendent vers Kalehe au Sud-Kivu. Ces affrontements qui ont repris depuis samedi 18 janvier dans la matinée autour de la localité de Ngungu-Kasake, et sur l'axe Bitonga, dans le groupement Mupfunyi Shanga, en territoire de Masisi, (Nord-Kivu), se sont poursuivis jusque tard la nuit. Dans la soirée, ces combats se sont même rapprochés de l'axe Kashovu-Lumbishi, à Kalehe. Des témoins rapportent que ce 19 janvier dans la matinée, des mouvements des rebelles du M23 seraient également observés sur les axes Changugu-Ziralo et Lumbishi-Ruzirantaka au Sud-Kivu, augmentant la panique dans la zone et obligeant de nombreux habitants à fuir.

La CDT désapprouve la décision de Judith Suminwa de rapporter l'arrêté sur le SMIG. Pour le secrétaire confédéral en charge des questions administratives de la Confédération démocratique du travail (CDT), cette attitude dénote le manque de cohérence au sein du Gouvernement Suminwa. Il redoute par ailleurs que cette décision soit au centre de divergence entre employeurs et travailleurs à travers le pays.

La ville de Lubumbashi sous couvre-feu dès ce lundi. Au regard de la montée de l'insécurité et la criminalité dans la ville de Lubumbashi, le gouverneur du Haut-Katanga, annonce l'instauration d'un couvre-feu, à partir de ce lundi 20 janvier. Ce couvre-feu sera observé à Lubumbashi de minuit à 5 h du matin.

Des enseignants du Kongo-Central déclinent l'appel à la grève. Réunis à Matadi ce week-end, les délégués syndicaux représentants les écoles de la province indiquent qu'après des analyses, cette décision d'arrêter le travail à cause de 50 000 FC (demandé au gouvernement à ajouter aux enseignants pour soins de santé), ne vaut pas la peine. A l'unanimité, ils ont décidé la poursuite des enseignements sur toute l'étendue du Kongo-Central.

Djugu : 20 morts en 2 semaines à la suite d'exactions des groupes armés (Rapport). Environ douze incursions des miliciens de la Codeco et Zaïre ont été répertoriées dans plusieurs entités des chefferies de Bahema Nord et Baguru ainsi que dans les secteurs de Banyali Kilo et Djatsi. Treize maisons d'habitation ont été incendiées par la Codeco. Neuf tentatives de viol sur des paysannes et déplacées internes par des hommes armés en errance dans plusieurs entités de Djugu ont également été signalées.

Félix Tshisekedi salue le rôle de la SAMIRDC dans la stabilisation des provinces en insécurité. « Je salue le rôle crucial joué par les troupes militaires de la communauté du développement de l'Afrique australe (SAMIRDC). Le renouvellement de son mandat en 2024, pour prêter main forte à la RDC, a été un signal fort de solidarité régionale face à la menace causée par les groupes armés ». Félix Tshisekedi loue un partenariat fondé par la confiance et le respect mutuel qui, pour lui, est un exemple concret de l'efficacité de la coopération régionale au regard des challenges sécuritaires. Néanmoins, il souhaite que cette entente aille au-delà de cet effort, considérant que la lutte contre les groupes armés ne peut être efficace sans pour autant s'attaquer aux racines économiques des conflits. « L'exploitation illégale de nos ressources naturelles, en particulier les minerais stratégiques tels que le coltan et l'or, alimente ces violences et profite à des réseaux criminels et transnationaux». Les contingents de la SADC présents en RDC depuis décembre 2023, comprennent des troupes du Malawi, d'Afrique du Sud et de Tanzanie. Cette initiative intervient dans le cadre de la sécurité collective et du pacte de défense mutuelle de la SADC. Elle vise principalement à soutenir l'armée congolaise dans la lutte contre le M23 et d'autres groupes armés perturbant la paix et la stabilité dans la région. L'Accord portant statut de la Force de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) a été signé le 17 novembre. Le ministre des Affaires étrangères d'alors, avait souligné l'engagement ferme du gouvernement congolais à appuyer cette Force régionale, en mettant à sa disposition les facilités diplomatiques nécessaires pour son intervention. Le déploiement de la SAMIRDC est survenu après le retrait de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, incitant ainsi le gouvernement à solliciter la SADC pour une solution plus efficace. (**Actualité.CD**)

Lundi 20 janvier.

Le parti MSL soutient un débat démocratique sur la réforme constitutionnelle. Le vice-président du parti a souligné qu'une réforme s'impose du fait que la légitimité de certains animateurs des institutions est devenue sujette à caution. Selon lui, il est fondé d'exiger qu'une disposition pertinente de la Constitution soit révisée pour décourager tout individu ou groupe d'individus qui seraient tenter de recourir aux armes pour accéder au pouvoir ou à un poste de responsabilité dans les institutions du pays. A cette occasion, le Mouvement Social Lumumbiste a tenu à faire remarquer que la question autour du nombre de mandats du président de la République ne devrait pas focaliser l'attention de tous les Congolais qui se veulent républicains et démocrates. Il a par ailleurs demandé au président de la République de persévérer son combat pour le rétablissement de la paix dans l'Est du pays et au gouvernement d'accroitre davantage l'assistance à toutes les personnes déplacées à cause de cette guerre, imposée par le Rwanda.

Ituri : des autorités du PDDRC-S accusées de détournement de plus de 150 000 USD. Les agents du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, en colère indiquent qu'il s'agit des fonds alloués au fonctionnement et aux opérations de démobilisation des ex-combattants dans la province de l'Ituri. Ils ont également dénoncé, depuis plusieurs mois, la mauvaise gestion administrative de leur service par le coordonnateur intérimaire et son adjointe. Ils ont soutenu que cette mauvaise gestion est caractérisée par le clientélisme dont font preuve leurs responsables. Faisant suite à ces accusations et pour des raisons d'enquêtes, l'adjointe du coordonnateur intérimaire du PDDRC-S/Ituri, a été interpellée puis arrêtée par l'Agence Nationale de Renseignements (ANR).

Combats Fardc-M23 : plus de 100 civils tués par des armes explosives en 7 mois au Nord-Kivu (rapport). Selon Amnesty International : « Rien que pendant le premier semestre de 2024, ils ont mené plus de 150 attaques avec des armes explosives telles que des roquettes, mortiers, bombes larguées par avion ou par drone et même des missiles. Ce qui a entraîné la mort d'au moins 100 civils et blessé quelque 200 autres ». Lorsque ces armes sont utilisées dans des zones peuplées, elles sont susceptibles d'avoir des effets indiscriminés et ne peuvent pas être dirigées de manière précise sur une cible militaire spécifique, comme l'exige le droit international humanitaire. D'où son appel : « Nous appelons

les 2 parties à cesser immédiatement les attaques contre des civils et à arrêter d'utiliser les armes explosives à large rayon d'impact dans les zones peuplés ». Au cours de la seule journée du 19 janvier, une vingtaine d'obus sont tombés sur des cibles civiles dans la chef-lieu du territoire et dans la cité de Sake (située à 30 km de Goma), faisant au moins un mort et un blessé parmi les civils, notamment à Masisi centre.

Félix Tshisekedi participe à la 55e édition du Forum économique mondial à Davos. Cette conférence mondiale, prévue du 20 au 24 janvier, réunit plus de 2500 participants issus du monde économique, politique, scientifique et culturel. Les participants à ce forum ont pour objectif entre autres de trouver des solutions concrètes à divers problèmes, comme la pauvreté, les inégalités, le changement climatique ou encore les tensions géopolitiques. Cet événement majeur dans le monde de l'économie et de la politique peut avoir des répercussions concrètes et influencer les politiques publiques des différents pays participants. C'est aussi l'occasion pour les entreprises et les organisations internationales de puiser de l'inspiration quant à leurs orientations, dans un lieu de pouvoir et d'influence, où se jouent les grandes décisions qui façonnent l'avenir collectif. Cette année, le Forum économique mondial de Davos est placé sous le thème « Collaborer à l'ère de l'Intelligence ».

Affrontements Fardc-M23 : plus de 200 000 déplacés de Masisi affluent vers Kalehe. Dans leurs fuites ces déplacés sont traumatisés par des détonations des armes lourdes. Quatre bombes ont été larguées sur Mikondo-Chebumba par les rebelles, à partir de l'axe Lukala-Bitagata. Le président de la société civile de Kalehe demande à la classe dirigeante et aux humanitaires de venir en aide, d'urgence, à ces déplacés estimés plus de 200 000 personnes.

Bruno Lemarquis inquiet de la détérioration de la situation humanitaire au Nord-Kivu. Le coordonnateur humanitaire en RRDC, Bruno Lemarquis, se dit inquiet : « La situation humanitaire, hélas, continue à se dégrader ! L'année ne commence pas très bien, du fait de derniers combats, notamment dans le territoire de Masisi. Il y a de nouvelles vagues de déplacés, il y a pas mal de combats à Sake, au nord de Minova, dans plusieurs zones. Donc pour les humanitaires, ça veut toujours dire plus de personnes qui vont avoir besoin d'assistance. Les besoins sont énormes. Il y a tellement de déplacés, il y a tellement de besoins partout ». Il plaide pour plus de pression sur les parties au conflit, pour que cessent les combats.

Beni : 111 miliciens Maï-Maï Yira déposent les armes dans la chefferie de Bashu. Des armes de type AK47, quelques bombes, des centaines de munitions, des uniformes et autres effets militaires ont été remis aux Fardc par ces miliciens, qui ont promis de ne plus retourner dans les groupes armés.

Mobilisation générale pour Jean-jacques Wondo, le Belge condamné à mort au Congo. Ce vendredi 24 janvier, la justice congolaise devrait rendre son verdict, en appel, dans le dossier de Jean-Jacques Wondo, ce Belge d'origine congolaise arrêté en RDC dans la foulée d'une tentative de coup d'État, menée le 19 mai dernier par des hommes en guenille, dirigés par le général Christian Malanga, qui sera abattu avec l'un de ses adjoints quelques heures après le début de son aventure alors qu'il venait d'occuper pendant quelques heures, en pleine nuit, le Palais de la Nation, un des sièges de la présidence congolaise. Deux jours plus tard, Jean-Jacques Wondo, expert en question militaire, rentré en RDC pour une mission auprès des services de renseignement (ANR) est entendu par sa hiérarchie, suite à la diffusion d'une photo, vieille de plusieurs années, le montrant à Bruxelles, en compagnie de Christian Malanga. Quarante-huit plus tard, alors qu'il devait prendre un vol pour la Belgique où il était attendu pour donner des cours à l'École royale militaire, Jean-Jacques Wondo est arrêté et transféré à la prison de Ndolo, établissement sous tutelle de la Demiap, les renseignements militaires congolais service dirigé par le général Christian Ndaywell, un autre ressortissant belge contre lequel plusieurs plaintes ont été déposées à Bruxelles, notamment pour crime contre l'humanité dans le cadre de l'assassinat de l'opposant Chérubin Okende, le 13 juillet 2023. ***Condamnation à mort.*** Jugé en première instance, avec une quarantaine d'autres prévenus pour leur participation à la tentative de coup d'État, Jean-Jacques Wondo a été condamné à mort. En appel, son avocat, Me Carlos Ngwapitshi, a démonté un à un les éléments à charge de Jean-Jacques Wondo. Il a mis en évidence les lacunes du ministère public en retrouvant notamment le témoin principal qui, selon l'accusation, s'était évaporé alors qu'il était détenu à la prison centrale de Kinshasa. Une arrestation menée par les services qui ont monté le dossier à charge de Wondo. Ce témoin a pu déconstruire le narratif de l'accusation, innocentant point par point Jean-Jacques Wondo. "Ce procès est d'abord un dossier politique. Mon client est l'otage du pouvoir congolais", martèle Me Ngwapitshi. ***Mobilisation européenne*** "On n'a aucune garantie mais on ne comprendrait pas que Jean-Jacques ne soit pas innocenté", enchaîne Joël Kandolo, son beau-frère, porte-parole de la famille. "L'avocat a bien démontré que Jean-Jacques n'avait aucun lien avec ce qui lui est reproché. Les autorités belges se sont mobilisées et, ce mercredi, c'est au tour du Parlement européen de prendre en main son dossier. Un vote est attendu jeudi, à la veille du prononcé. Les institutions congolaises prendront-elles le risque d'être soumises à des sanctions européennes ? Le président Tshisekedi n'a aucune raison de s'entêter pour un dossier qui n'en vaut pas la peine, Jean-Jacques ne représente aucun risque pour son régime." La mobilisation, qui se concrétise aussi par une pétition lancée en Belgique par ses amis et ses collègues, met aussi en évidence l'état de santé inquiétant du détenu. "Il est hypertendu, il a de fortes poussées de fièvre et il crache toujours du sang", confirme M. Kandolo. "L'ambassade de

Belgique à Kinshasa a demandé la semaine dernière au directeur de la prison que Jean-Jacques puisse avoir accès à un médecin. On a essuyé un refus sous prétexte qu'il fallait l'accord du ministre de la défense. On est très inquiets et impatients que ce calvaire se termine". (**La Libre Afrique**)

Mardi 21 janvier.

Pangi : les prix des produits alimentaires ont triplés à Kalima, territoire de Pangi (Maniema). Le bourgmestre cite l'exemple de la bouteille d'huile de palme de 60 cl qui est passée de 1500 à 5000 FC. Les vendeurs de ce produit attribuent cette hausse aux difficultés d'approvisionnement dues à la période pluvieuse. En ce qui concerne la farine de manioc, les cossettes séchées dont elle est faite sont achetées sur la route de Kindu et certaines commerçantes se rendent jusqu'au territoire de Kailo pour s'approvisionner en ce produit. Faisant face à la hausse du prix du transport, ces femmes sont obligées d'augmenter aussi le prix de la farine.

Rareté de carburant à la pompe à Lubumbashi. Du coup, les revendeurs communément appelés Kadafi s'adonnent à la spéculation et vendent un litre d'essence à 10.000 FC alors qu'au niveau des stations-services, ce produit se négocie à 3400 FC. Les produits pétroliers qui passent par le port de Durban (RSA) fait un long détour pour arriver à Lubumbashi. Pour les produits qui passent par le Zimbabwe, le gouvernement zimbabwéen oblige les transporteurs des marchandises qui sont en transit de payer les droits de douane et c'est à la sortie qu'ils se font rembourser après présentation des preuves de paiement. Et ces opérateurs pétroliers estiment qu'ils perdent beaucoup de temps. Ainsi, la plupart ont pris l'option de transiter par le Mozambique. Une autre raison ce qu'il s'observe une longue file des véhicules transportant des marchandises dont le pétrole, du côté zambien à partir de la frontière avec la RDC, sur des dizaines de kilomètres à cause notamment de la lenteur administrative à la douane de Kasumbalesa et de Mokambo. Ce qui fait que la plupart des pétroliers ne veulent plus faire le trajet de la RDC. Ils estiment que cela leur fait perdre le temps.

Les cités de Bweremana et Minova passent sous occupation des rebelles du M23. Les assaillants occupent ces agglomérations après de violents combats ayant perduré presque toute la journée de ce lundi dans les montagnes autour des chefferies de Bahunde, Nord-Kivu, et Buhavu, Sud-Kivu. Ce mardi, vers 6 h ils sont parvenus à occuper le centre de Minova, après un échange de tirs d'environ une heure contre l'armée congolaise et les alliés. Même si Sake reste toujours sous le contrôle de l'armée congolaise, la situation y est très volatile.

Des risques majeurs identifiés dans le cadre des programmes FMI. Les négociateurs du gouvernement ont mis en lumière l'impact des dépenses sécuritaires exceptionnelles, estimées à plus d'un milliard USD par an depuis 2023, pour faire face à la recrudescence des violences dans l'est de la RDC. Ces dépenses évincent des secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé et les investissements publics, selon des sources proches des discussions. Le FMI a également identifié la dépendance de l'économie congolaise aux revenus des matières premières, notamment le cuivre et le cobalt, comme un facteur de risque majeur. Une baisse des prix pourrait fragiliser les équilibres budgétaires. L'environnement socio-politique constitue un autre point de préoccupation. L'annonce d'un référendum sur les réformes constitutionnelles polarise l'opinion publique, avec des risques de tensions. Les négociateurs redoutent que ces dynamiques détournent des ressources et des efforts des priorités économiques et sociales. Des revendications salariales, marquées par des grèves dans la fonction publique depuis septembre, ont également été soulignées comme un facteur d'instabilité. Selon des négociateurs, le gouvernement s'efforce d'instaurer une politique salariale globale pour limiter les revendications fragmentées. Les responsables proches des discussions ont averti que le succès des programmes repose sur la capacité des autorités à appliquer les réformes convenues. Ils soulignent que certaines réformes, notamment en matière de transparence budgétaire et de mobilisation des recettes, exigent une exécution rigoureuse pour atteindre les objectifs fixés. Ces préoccupations, exprimées par des sources officielles, illustrent les défis auxquels la RDC est confrontée alors qu'elle s'engage dans des programmes ambitieux visant à stabiliser et diversifier son économie. (**Actualité.CD**)

RDC : 60 ONG demandent au Gouvernement d'améliorer les conditions carcérales, lutter contre la surpopulation carcérale et punir les auteurs de torture et de mauvais traitements. Elles plaident pour la mise en place d'un mécanisme national de prévention de la torture en RDC.

Mercredi 22 janvier.

L'ONU est déterminée à "assurer que les abus et exploitations sexuels sont éradiqués". « Les Nations unies sont déterminées à assurer que les abus et exploitations sexuelles sont éradiqués. Tout le monde sait que Beni traverse une situation complexe, avec des cas de violences sexuelles enregistrées un peu partout. Beaucoup de femmes et filles ont été abusées, c'est inacceptable ».Tout le personnel onusien travaille donc dans la région pour mettre fin à ces crimes. «

Nous sommes là pour aider le peuple congolais et pas le contraire car les abus et exploitations sexuelles causent des traumatismes, des peines, et détruisent la vie de la population qui fait face quotidiennement aux difficultés de la vie ».

Le respect de la procédure d'ajustement du SMIG au centre d'une réunion entre la Première ministre et les parties impliquées. Cette rencontre a été l'occasion de clarifier les malentendus entourant l'actualisation du SMIG, en mettant en lumière l'importance du respect des procédures légales. Le Gouvernement Suminwa s'engage à revaloriser le SMIG, actuellement fixé à 7.075 FC, qui devrait passer à 14 500 FC. Le ministre de l'Emploi et Travail, avait signé en décembre 2024 un arrêté portant ajustement du SMIG, mais celui-ci avait été jugé non conforme aux procédures établies. En début janvier 2025, la Première ministre a demandé au ministre de rapporter cet arrêté et de suivre la voie légale, impliquant notamment le Conseil national du travail (CNT) pour son avis consultatif légal.

Minova : la société civile redoute le renforcement logistique du M23 après l'occupation du port Kasunyu. «L'occupation de ce port va faciliter beaucoup de mouvements aux rebelles qui peuvent aisément quitter le port de Kasunyu vers le Ruanda où ils peuvent être ravitaillés à partir de ce port et faciliter aussi l'évacuation des minerais vers le Rwanda», a prévenu le président de la société civile de Minova. Il a encouragé le Gouvernement à tout faire pour se réorganiser afin de récupérer le groupement Buzi, surtout la cité de Minova et le port de Kasunyu.

Kindu : plus 1 800 ménages affectés par la pluie bénéficieront d'un projet d'assistance d'urgence. L'ONG Caritas développement Kindu a lancé mardi 21 janvier le projet assistance d'urgence multisectorielle aux populations affectées par la pluie diluvienne qui s'était abattue sur la ville de Kindu. Ce projet de 60 jours est appuyé par Start Fund à hauteur de 378 000 USD. « C'est un projet qui cible la population affectée par la pluie accompagnée par le vent du 3 janvier », explique le directeur de Caritas développement Kindu. Selon lui, un rapport a été établi ou 3189 ménages ont été touchés.

Affrontements M23/RDF-FARDC au Sud-Kivu : cinq filles d'une même famille violées à Kalungu, deux autres femmes ont subi le même sort à Bihovu. Ces actes s'inscrivent dans un contexte de violence exacerbée par l'avancée des forces rebelles dans la région. Les combats, qui ont débuté dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu, se sont étendus à Kalehe au Sud-Kivu depuis le 18 janvier, notamment dans les localités de Lumbishi, Numbi, Chambombo, Chebumba, Shanje et Ziralo. Ces affrontements ont provoqué des déplacements massifs de population. Selon l'OCHA, 178 079 personnes déplacées internes se trouvent désormais dans sept aires de santé autour de Minova. La cité de Minova, sous le contrôle du M23 depuis le 20 janvier, est devenue un point focal de la crise, avec des populations civiles exposées à des risques accrus de violences, y compris sexuelles. Les structures humanitaires présentes sur place alertent sur une dégradation rapide de la situation sanitaire et humanitaire. Malgré les appels répétés des organisations internationales pour un cessez-le-feu et une réponse immédiate à la crise humanitaire, la situation continue de se détériorer, augmentant les besoins en aide d'urgence pour les populations déplacées et affectées par le conflit. (**Actualité.CD**)

Exploitation des minerais au Sud-Kivu : 10 ressortissants chinois innocentés par la justice, mardi 21 janvier, après avoir été poursuivis par la justice congolaise pour exploitation illégale des minerais au Sud-Kivu.

Félix Tshisekedi lance à partir de Davos la création de la plus grande réserve forestière tropicale protégée au monde. « Cette extraordinaire réserve communautaire s'étendra sur plus de 2. 400 km reliant le Parc national des Virunga à l'extrême est de notre pays, les vastes forets de l'Ituri et le Fleuve Congo de Kisangani jusqu'à Kinshasa. Ce projet vise à protéger les forêts primaires tropicales parmi les plus intactes de la planète tout en préservant une biodiversité extraordinaire et des espèces fauniques endémiques incluant les emblématiques gorilles de montagne, l'unique Okapi et une multitude d'autres espèces végétales et animales propres au Bassin du Congo ». Cette initiative constitue, selon lui, une stratégie globale pour revitaliser l'économie, renforcer les communautés locales et promouvoir une paix durable dans les provinces orientales longtemps touchées par la pauvreté, les conflits armés et l'instabilité. Le Chef de l'État a révélé qu'en réponse à la crise climatique croissante et à la déforestation massive qui touche les grandes forêts du monde, « Le Couloir vert Kivu-Kinshasa » sauvegardera l'avenir du Bassin du Congo. Long de 550 000 km², dont 285 000 km² de forêt primaire et 60 000 km² de tourbières intactes, le Couloir va s'étendre d'Est en Ouest. « La déforestation du Bassin du Congo met en danger l'humanité tout entière. La préservation du Bassin garantira que les objectifs de l'Accord de Paris restent en contact, tout en jetant les bases d'un nouvel avenir pour le peuple congolais, caractérisé par l'unité, la stabilité et la prospérité », a déclaré le Président Tshisekedi. L'ancien secrétaire d'Etat américain, John Kerry a assuré, mercredi 22 janvier, apporter son soutien au projet de la RDC de mettre en place un "corridor vert" Kivu-Kinshasa.

Jeudi 23 janvier.

Guerre au Nord-Kivu : le CICR affirme faire face à un afflux de blessés dans les structures sanitaires qu'il soutient. Si les années précédentes, les chiffres annuels dans cet hôpital étaient d'environ 600 à 650 patients, en 2024 plus de 2100 patients ont été reçus et soignés par le programme de chirurgie de guerre. Sur un autre volet, le CICR tente de réunifier les familles qui ont été séparées par les combats particulièrement celles dont un ou plusieurs membres ont été blessés. « Nous leur fournissons des moyens de communication afin qu'ils puissent informer leurs familles de là où ils se trouvent».
En outre, le CICR indique qu'il continue son dialogue confidentiel et bilatéral avec les parties en conflit afin de minimiser l'impact des affrontements sur la population civile.

Nord-Kivu : plus de 200 mille déplacés enregistrés dans la partie Grand Nord en 7 mois (Bruno Lemarquis). Le coordonnateur humanitaire résident et coordinateur des opérations humanitaires en RDC, explique que ces déplacements sont dus à une combinaison du conflit M23, mais aussi dans certaines zone, l'activisme des ADF. Bruno Lemarquis se dit également préoccupé par le manque d'accès des humanitaires dans cette zone pour apporter l'aide aux plus vulnérables à cause de l'insécurité, mais aussi faute de routes. Il plaide par ailleurs pour que des solutions politiques soient trouvées à ces conflits armés et que les efforts militaires soient multipliés afin de stabiliser la zone. **Bruno Lemarquis : « La crise sécuritaire au Nord-Kivu ne doit pas nous faire oublier la situation humanitaire encore précaire en Ituri,** en proie à l'activisme des groupes armés locaux ». Cette crise nécessite la mobilisation des ressources pour renforcer les solutions durables et permettre le retour des populations déplacées dans leurs milieux d'origine. Il faut mettre en route la dynamique de développement et penser aux jeunes en trouvant des voies pour éviter qu'ils rejoignent les groupes armés. Il a enfin souligné l'importance des plaidoyers auprès de la communauté internationale qui finance en grande partie cette réponse humanitaire, afin qu'elle continue à appuyer tous les besoins qu'il y a au niveau de la province.

RDC : Les rebelles congolais progressent. "L'objectif n'est pas Goma, mais Kinshasa", explique Corneille Nangaa
Le président Tshisekedi refuse toute négociation avec le M23 alors que son armée est en débandade. Les rebelles congolais de l'Alliance Fleuve Congo (AFC)/M23 continuent de progresser dans l'est de la RDC. Ils sont même entrés ce lundi dans la province du Sud-Kivu en occupant la cité de Minova. L'avancée des rebelles, appuyés par le Rwanda, est soutenue. L'armée congolaise, elle, est en débandade. "On a perdu la guerre, nous expliquait un sous-officier de l'armée congolaise ce week-end. Nous sommes désormais dans une guerre d'attrition. Nous sommes clairement usés. Nous essayons tout au plus de ralentir les adversaires, mais la motivation n'est plus là. Les soldats ne sont pas payés, sont sous-armés, sous-alimentés." Sur le plan diplomatique, le constat est de plus en plus amer. Les initiatives régionales sont moribondes. "Le ton des déclarations des protagonistes est de plus en plus virulent. On ne voit pas comment Tshisekedi et Kagame pourront se rasseoir à la même table", explique un ancien ambassadeur européen qui fut en poste en Afrique centrale. "Nous ne nous battons pas contre les soldats congolais, confirme Corneille Nangaa, le coordonnateur de l'AFC joint ce mercredi au téléphone. Ce sont des Congolais comme nous. Nos vrais adversaires, les plus déterminés, ce sont les soldats burundais et les FDLR (milice hutue rwandaise opposée au régime de Paul Kagame)". Depuis quelques jours, la rumeur fait état de plusieurs fronts ouverts entre les rebelles et les troupes onusiennes de la Monusco. "Ces troupes sont présentes sur le terrain mais nous n'avons pas l'intention de nous battre contre elles. On espère qu'elles sont aussi sur cette ligne. La Monusco n'est pas notre ennemie sauf si elle nous attaque", poursuit Corneille Nangaa qui tient le même discours à l'égard des troupes de la communauté des États de l'Afrique australe (SADC) aussi présentes sur le terrain. ***Une avancée irréversible ?*** Corneille Nangaa pointe donc essentiellement les FDLR, les Burundais et "quelques wazalendos" comme principaux adversaires de ses hommes sur le terrain. Des troupes essentiellement étrangères qui sont surtout positionnées dans le Nord-Kivu et le Nord du Sud-Kivu. Si l'AFC/M23 devait parvenir à se dégager de cette région pour progresser vers le Sud ou l'Ouest du pays, il est fort probable que leur avancée serait encore plus rapide et les obstacles sur la route de moins en moins bloquants. "Notre objectif demeure Kinshasa", souligne Corneille Nangaa. "Nous voulons la libération totale du Congo. Nous devons reconstruire ce pays, en finir avec cet État qui n'existe pas. Il faut tout reconstruire, l'armée, la police, la justice, l'administration, tout ce qui fait défaut aujourd'hui et qui fait que notre Congo est le terrain de jeu de nombreux voisins comme les Burundais, les Sud-Soudanais, les Ougandais, les Angolais ou encore les Zambiens." Et le Rwanda ? "Ils sont présents au même titre que les autres. Ils ont aussi leurs raisons d'être ici mais ne me demandez pas de justifier cette présence. Nous sommes des Congolais et nous menons notre guerre contre le régime en place à Kinshasa qui ne respecte aucun de ses devoirs à l'égard de la population congolaise mais aussi de la plupart de nos voisins". ***Lassitude des Congolais.*** L'avancée des troupes rebelles "inquiète", notamment à Bukavu, la grande ville du Sud-Kivu. "Ils se rapprochent, explique un médecin de cette ville. Ils sont intéressés par les minerais de Kalehe. Le gouvernement essaie de rassurer la population mais elle, elle n'y croit plus. Les gens sont de plus en plus critiques à l'égard de Félix Tshisekedi. Ils le comparent à Zelensky, qui est très impliqué dans la guerre en Ukraine, quand notre président va voir un match de foot pendant que la ville de Masisi tombe". "Aujourd'hui, il est en Suisse à Davos. Demain, il est annoncé en Afrique du Sud pour fêter l'anniversaire de son frère. Nous, à Sake, à quelques kilomètres de Goma, nous avons les rebelles devant notre porte", explique un homme d'affaires de la région. « Les soldats congolais sont partis sans

combattre. On a le sentiment d'être oubliés par Kinshasa et ces gens qui font la fête. À Kirumba, à Masisi, les rebelles ont été bien accueillis par la population qui est fatiguée de cette guerre et qui revoit sur les réseaux sociaux le président en campagne, il y a un peu plus d'un an. Il nous annonçait qu'à la moindre escarmouche des Rwandais il allait entrer en guerre. Depuis? Rien ! Des paroles. Des humiliations. À Masisi comme à Kirumba mais aussi dans beaucoup d'autres cités qui ont été prises, les gens sont prêts pour le changement de régime", conclut l'habitant de Sake. (**La Libre Afrique**)

Panique ce jeudi dans la ville de Goma à la suite de l'incertitude de la situation militaire à Sake. Cette situation fait suite à certaines informations distillées sur les réseaux sociaux, faisant état de l'occupation de la cité de Sake à 27km de Goma par les rebelles du M23. Selon plusieurs témoignages recueillis auprès des personnes qui ont fui cette cité ce matin et qui ont trouvé refuge à Goma, Sake serait infiltrée par les rebelles du M23. Dans cette panique et incertitude, toutes les écoles de la ville de Goma ont libéré les élèves ce matin ; les activités socio-économiques sont quasiment paralysées. **La ville de Goma transformée en un grand camp de déplacés fuyant la guerre du M23**. Ces personnes, dépourvues de tout, inondent la partie Ouest de la ville volcanique dont les quartiers Lac Vert, Mugunga et Ndosho. De nombreux acteurs de la société civile déplorent qu'aucune disposition ne soit prise par les autorités provinciales pour accueillir ces personnes en détresse. Pour sa part, la société civile urbaine de Goma appelle la population à la solidarité, tout en restant vigilante.

Kinshasa et Washington lancent un partenariat pour encadrer l'extraction artisanale du cobalt et cuivre en RDC. A travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Gouvernement américain appuie un projet pilote à exécuter dans la province du Lualaba. L'objectif consiste à faire de l'exploitation artisanale du cuivre et cobalt une véritable profession dont les produits issus de ce travail répondent aux normes du marché international. Ce projet permettra à l'Entreprise générale du Cobalt d'améliorer ses opérations sur terrain et mettre en œuvre des normes pour garantir une exploitation responsable du cuivre et cobalt artisanal de la RDC, selon le standard international; y compris les principes volontaires en matière de sécurité et des droits humains. Une fois le nouveau modèle de professionnalisation mis en place, l'industrie artisanale congolaise du cuivre-cobalt fera son entrée légalement sur les marchés mondiaux. Le profit reviendra ainsi aux travailleurs, aux communautés, et à tous les acteurs de la chaine d'approvisionnement mais également tout le peuple.

Vendredi 24 janvier.

Le secrétaire général de l'ONU alarmé par la reprise des hostilités dans l'Est de la RDC. « Le Secrétaire général appelle le M23 à cesser immédiatement son offensive, à se retirer de toutes les zones occupées et à respecter l'accord de cessez-le-feu du 31 juillet 2024. Le Secrétaire général est profondément troublé par le dernier rapport du Groupe d'experts créé en vertu de la résolution 1533 du Conseil de sécurité, concernant la présence de troupes rwandaises sur le sol congolais et le soutien continu au M23. Il appelle tous les acteurs à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC et à mettre fin à toute forme de soutien aux groupes armés, qu'ils soient congolais ou étrangers ». Le Secrétaire général réaffirme son soutien indéfectible aux efforts de paix déployés par le Président angolais João Lourenço pour désamorcer les tensions entre la RDC et le Rwanda et le félicite pour les progrès accomplis à ce jour. Il exhorte les parties à rester engagées dans le processus de Luanda et à maintenir l'élan vers la neutralisation des FDLR et le retrait des forces rwandaises, ainsi que vers l'opérationnalisation rapide du mécanisme de vérification ad hoc renforcé.

Ituri : plus de 6000 déplacés vivent dans des conditions précaires au site de Lindji, territoire de Djugu. « Ils n'ont pas de nourriture, pas accès aux soins médicaux, pas d'eau potable et vivent dans des abris vétustes. De nouveaux déplacés qui affluent vers ce site à cause des violences des groupes armés dans cette zone passent la nuit dans des hangars, exposés aux intempéries. Certains déplacés dont des femmes et des enfants vont puiser de l'eau loin de leur camp, ce qui les expose aux embuscades des hommes armés.

La société civile de l'Ituri demande au Gouvernement de sursoir à l'exploitation pétrolière sur les lacs Albert et Edouard. Pour le cadre de concertation de la société civile sur les ressources naturelles en Ituri la loi promulguée par le chef de l'Etat en décembre 2023 sur l'exploitation des hydrocarbures constitue une menace directe pour le climat et l'écosystème sur les lacs Albert et Edouard. Il demande donc au Gouvernement de revenir sur cet accord qui profite aux pays étrangers et alimente la guerre en Ituri.

Nord-Kivu : Masisi, Nyiragongo, Lubero, Kalehe… Le point sur les différentes lignes de front ce vendredi. ***Masisi : épicentre des affrontements*.** Dans le territoire de Masisi, les combats sont les plus intenses. Le M23 contrôle actuellement Mumbambiro et Sake. Depuis deux jours, les affrontements se concentraient sur plusieurs axes vitaux, notamment les routes Sake-Kirotshe (Vunano), Sake-Mushaki (Rutobogo), et Sake-Kitshanga (Kimoka). Dans cette zone, les Fardc, selon les accords, doivent être appuyées par des forces burundaises, les forces de la Mission de la

SADC (SAMIDRC) et les Casques bleus de la Monusco. Les combats à Sake, particulièrement violents, ont entraîné un nouvel afflux de déplacés vers Goma. ***Nyiragongo : escalade des tensions*.** Dans le territoire de Nyiragongo, voisin immédiat de Goma, les affrontements continuent ce vendredi matin dans le groupement de Kibumba. Les Fardc sont positionnées à Kilimanyoka et Kanyamahoro, tandis que les combattants du M23 tiennent Kibaya, dans le parc des Virunga. Ce matin, des tirs d'artillerie lourde étaient encore audibles dans les quartiers nord de Goma, alimentant une atmosphère de panique. Les Fardc bénéficient d'un appui des instructeurs roumains déployés à Kanyamahoro, Kibumba et Kimashini. ***Lubero : combats sporadiques mais toujours actifs*.** Dans le territoire de Lubero, les combats se concentrent entre Kitsumbiro, Alimbongo et Mambasa. Les Fardc et les Wazalendo poursuivent leurs offensives depuis Ndoluma, à proximité de Mambasa, contre les positions du M23 à Alimbongo. Bien que la situation soit relativement calme ce vendredi matin, ces localités restent sous tension après plusieurs semaines de violents affrontements. ***Kalehe : calme apparent après l'avancée du M23*.** Dans le territoire de Kalehe, la situation est calme ce matin après la progression récente du M23. Les combattants de ce groupe ont occupé plusieurs localités dont Numbi, Lumbishi et Minova. Depuis Minova, le front s'est déplacé vers Kalungu, sur l'axe Nyabibwe, et les rebelles contrôlent désormais des localités comme Kitembo et Kachazio, situées dans le groupement Buzi Bulenga, sur la rive du lac Kivu. Dans cette zone, les Fardc bénéficient du soutien des forces burundaises, tandis que la Monusco n'intervient pas, son mandat ne couvrant plus cette région. ***Goma et la crise humanitaire*.** La chute de Sake a provoqué un afflux massif de déplacés vers Goma. Les habitants de Sake ont d'abord convergé vers Mubambiro avant de se diriger massivement vers le centre-ville de Goma. Les camps de déplacés de Bulengo, Kimashini et Lushagara, à l'ouest de Goma, ont été vidés, les occupants cherchant refuge au centre-ville. La situation reste extrêmement préoccupante sur l'ensemble des fronts, avec des combats d'une intensité variable mais continue, aggravant la crise humanitaire. (**Actualité.CD**)

Goma sans eau, sans électricité et avec un réseau Internet perturbé et la coupure de la connexion de téléphonie mobile. Alors que les autorités multiplient les appels au calme et invitent la population à ne pas céder à la panique, cette perturbation risque elle-même d'être source de panique et de rumeur, affirme cet habitant. Contactés plus tard dans la journée, des habitants de Goma ont confirmé que la connexion internet avait été perturbée chez certains opérateurs, mais que la situation serait revenue à la normale. Outre les activités scolaires qui sont restées suspendues sur ordre des autorités de l'éducation, les activités commerciales ont tourné au ralenti ce vendredi. Cependant, les transports en commun ont fonctionné normalement.

L'armée annonce le décès du général Peter Cirimwami. « Il est tombé l'arme à la main au champ d'honneur. Il a été blessé. On l'a évacué et tout a été fait pour qu'il arrive à Kinshasa et qu'on l'achemine pour des soins appropriés à l'extérieur du pays. Malheureusement il a succombé à ses blessures ». Le général-major Peter Cirimwami a été nommé gouverneur intérimaire du Nord-Kivu en octobre 2023, en remplacement du lieutenant-général Constant Ndima, limogé suite à la répression brutale par l'armée d'une tentative de manifestation organisée par une secte politico-religieuse.

Le régime Tshisekedi joue sa survie à Goma. Les rebelles encerclent la capitale du Nord-Kivu. Kinshasa, qui a externalisé sa défense, est incapable de freiner seule cette avancée. L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche a aussi un impact sur la guerre dans l'est de la RDC. Depuis des semaines, Goma, le chef-lieu du Nord-Kivu a résisté à l'avancée des rebelles grâce aux injonctions d'Antony Blinken, le secrétaire d'État américain démocrate qui, comme son administration, refusait de voir tomber cette ville, trop symbolique, trop stratégique. Joe Biden parti, les rebelles congolais du M23, qui sont soutenus par le Rwanda, ont accéléré leur mouvement. Lundi 20 janvier, ils ont pris le contrôle de la cité de Minova (Sud-Kivu). Deux jours plus tard, au nord de Goma, ils ont franchi la ville de Sake où les combats se poursuivent et où l'armée congolaise peut compter sur le soutien des casques bleus. ***Désormais, la capitale du Nord-Kivu est cernée de toutes parts.*** Dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que Goma était privé d'internet depuis le début de la soirée, le général Cirimwami, gouverneur de la province du Nord-Kivu, sous état de siège, a été tué alors qu'il avait entamé une mission d'inspection en direction de Sake. Sa dépouille a été transférée à Kinshasa. Dans ce contexte, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Gutteres a condamné l'offensive du M23 et a appelé le Rwanda à retirer ses troupes du Congo, tout en réitérant son soutien à l'initiative de paix entre les deux pays menée par le président angolais Joao Lourenço. Ce vendredi, les représentations diplomatiques française, britannique et américaine ont appelé leurs ressortissants à quitter sans tarder Goma, tandis que la Turquie, de plus en plus présente économiquement dans la sous-région, proposait ses services pour tenter d'asseoir Congolais et Rwandais autour d'une table de négociation. Une proposition vouée à l'échec tant le fossé s'est creusé entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame qui ne se parlent plus que par invectives. ***Une poudrière.*** À Goma, la psychose s'est installée. La ville surpeuplée manque de tout, même l'électricité se fait désirer au fil des affrontements autour de la ville. La cité a la particularité d'héberger des centaines de milliers de réfugiés mais aussi des milliers d'hommes en armes au service de Kinshasa. Un contingent hétéroclite composé de militaires congolais, burundais, des FDLR (hutus rwandais) mais aussi des wazalendos (rebelles congolais responsables d'exactions dans la région avant d'être recyclés par Kinshasa) et des mercenaires occidentaux. Tous ou presque sont armés et difficilement contrôlables par Kinshasa. Un combat dans la ville entre ces hommes et les rebelles se transformerait rapidement en massacre. À Kinshasa, Félix Tshisekedi a présidé un conseil de défense, tout en appelant à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. Le président

congolais refuse toujours de négocier avec le M23. Les casques bleus et les soldats, essentiellement sud-africains, de la SADC, sont les seuls à pouvoir freiner l'avancée des rebelles mais ils ont des réticences à se ranger au côté des mercenaires "blancs" ou des héritiers des génocidaires rwandais. À travers Goma, c'est le régime Tshisekedi tout entier qui est en jeu. S'il perd la ville il y a fort à parier que Bukavu suivra et que les rebelles accentueront ensuite leur progression vers l'Ouest. La négociation ne paraissant pas possible, l'armée congolaise se montrant incapable de faire face aux rebelles, certains craignent une fuite en avant de Kinshasa à Goma avec une explosion de violence, voire des provocations sur le sol rwandais pour rendre la situation ingérable et rejeter le chaos sur les rebelles. Seule certitude, le régime Tshisekedi, même si les rebelles sont encore à plus de 1 500 km de Kinshasa, joue sa survie. (**La Libre Afrique**)

Samedi 25 janvier.

Combats Fardc-M23 : 400.000 déplacés enregistrés en 3 semaines, selon l'ONU. Le nombre de déplacés a presque doublé en une semaine. La semaine dernière, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés faisait état de 230.000 personnes déplacées par l'escalade des affrontements dans les provinces du Sud et du Nord-Kivu. La violence s'est également intensifiée dans les territoires de Minova et de Kalehe, au Sud-Kivu, provoquant le déplacement de 178.000 personnes supplémentaires. En effet, des affrontements intenses ont conduit des groupes armés non étatiques à prendre le contrôle de la cité de Minova et de la localité de Kalungu. Au moins 80 % de la population ont fui vers la ville de Goma.
Hôpitaux saturés. Pendant ce temps, les combats se sont intensifiés dans la cité de Sake, au Nord-Kivu, à environ 25 km de Goma. Et des groupes armés non étatiques en ont pris le contrôle, précise l'ONU. Les hôpitaux sont presque saturés de civils blessés. Les femmes, les enfants et les personnes âgées vulnérables vivent dans des conditions surpeuplées et précaires, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau et aux services essentiels. L'accès à l'aide humanitaire pour répondre à ces besoins urgents est considérablement restreint. C'est dans ce contexte que le Secrétaire général de l'ONU s'est dit alarmé par la reprise des combats dans l'Est de la RDC. Il a condamné l'extension de l'offensive des rebelles du M23, qui accroît « le risque d'une guerre régionale », a indiqué son porte-parole, évoquant la présence des forces rwandaises.

Goma : l'hôpital CBCA de Ndosho débordé par un afflux de blessés, à la suite de l'intensification des combats Fardc-M23 autour de Goma. Plus de 250 blessés sont actuellement admis à l'hôpital CBCA de Ndosho, alors que sa capacité est de 147 lits. D'autres blessés sont ainsi référés à Bukavu. Cette situation préoccupe la communauté humanitaire, qui se déploie pour augmenter la capacité de cette structure médicale.

Nord-Kivu : la désinformation, un outil de manipulation en temps de guerre (Experts). « Ces messages qu'on voit sur WhatsApp ou Facebook nous perturbent. On ne sait plus qui croire. On lit que les Fardc avancent, puis qu'elles reculent. C'est très stressant et cela crée de la panique, surtout chez ceux qui ont encore de la famille à Sake », témoigne une habitante de Goma. Les médias et les journalistes sont appelés à intensifier leurs efforts pour contrer la désinformation durant cette période critique.

L'ONU poursuit ses opérations à Goma malgré la relocalisation temporaire de son personnel non essentiel. « Cette relocalisation n'affecte en rien l'engagement indéfectible des Nations Unies à fournir une aide humanitaire et à protéger les civils au Nord-Kivu. Le personnel essentiel reste sur le terrain pour assurer la continuité des opérations critiques, telles que la distribution de l'aide alimentaire, l'assistance médicale, l'hébergement et la protection des communautés vulnérables », précise le communiqué. L'ONU affirme collaborer étroitement avec ses partenaires humanitaires et les autorités nationales pour garantir que l'aide vitale parvienne à ceux qui en ont le plus besoin et prévenir toute menace contre les civils. « Ainsi, la relocalisation temporaire du personnel sera réévaluée en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire, dans l'objectif de restaurer pleinement la présence dès que les conditions le permettront ».

Situation tendue ce samedi sur les fronts de Sake et Nyiragongo au Nord-Kivu. Des sources locales rapportent que des détonations d'armes lourdes et légères entendues presque toute la nuit de vendredi par les habitants de Goma, ont continué jusque ce samedi 25 janvier, accroissant la panique dans la ville. Des sources contactées dans les zones proches de ces deux lignes de fronts indiquent que, sur l'axe Sake, l'armée congolaise appuyée par ses alliés notamment les Wazalendo, les casques bleus de MONUSCO et les soldats de la force régionale, SAMI-RDC, poursuivent des tentatives de libérer les localités de Mubambiro et de Matcha, qui sont toujours occupées par les rebelles M23, autour du centre de Sake. Selon ces sources, du côté de Kibumba, au nord de Goma, l'armée a, une fois de plus, contré, dans la nuit de vendredi à ce samedi, une nouvelle tentative d'attaque des rebelles sur ses positions stratégiques de Kanyamahoro et Kilima-Nyoka, dans le groupement de Buhumba.

Neuf soldats sud-africains tués dans les combats contre le M23/RDF, la SANDF annonce avoir stoppé leur avancée. Sept des militaires faisaient partie du contingent sud-africain déployé dans le cadre de la mission régionale

SAMIDRC (Mission de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe en RDC), tandis que deux autres étaient affiliés à la Monusco, la mission des Nations unies en RDC, précise un communiqué officiel. Les combats, qui ont duré deux jours, se sont intensifiés autour de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu, où le M23 soutenu par le Rwanda, mène une offensive majeure pour s'emparer de la ville. « Nos forces ont réussi à stopper l'avancée du M23 vers Goma et à repousser les rebelles », a déclaré le ministère sud-africain de la Défense. Le bilan des blessés reste incertain, bien que des soldats aient été grièvement blessés au cours des affrontements. La ministre sud-africaine de la Défense, Angie Motshekga, a exprimé ses profondes condoléances aux familles des militaires tombés au combat et a salué « leur sacrifice pour la paix et la stabilité dans la région ». Elle a également réitéré l'engagement de l'Afrique du Sud envers la mission SAMIDRC, déployée depuis décembre 2023, qui regroupe des troupes du Malawi, de la Tanzanie et de l'Afrique du Sud dans un effort régional pour stabiliser l'est de la RDC. Les affrontements à quelques kilomètres de Goma ont provoqué une vague de panique et des déplacements massifs de civils, déjà confrontés à une situation humanitaire critique. Les forces armées congolaises, appuyées par des milices locales et les forces internationales, tentent de contenir l'avancée du M23, qui continue de contrôler plusieurs zones stratégiques dans les territoires de Masisi et de Rutshuru. La communauté internationale a appelé à un cessez-le-feu immédiat. L'Union européenne a condamné les actions du M23, qualifiant l'offensive de « violation grave du cessez-le-feu » et a exhorté le Rwanda à mettre fin à tout soutien présumé au groupe armé. (**Actualité.CD**)

La demande de sang triple au centre de transfusion sanguine de Goma. La coordinatrice de ce centre provincial, affirme que cette forte demande s'explique par l'afflux de blessés de guerre dans les hôpitaux de la ville de Goma, à la suite de l'intensification des combats entre les Fardc et les rebelles du M23. Elle appelle à la mobilisation de personnes de bonne foi pour réaliser un maximum de don bénévole de sang afin de sauver des vies humaines en ce temps de guerre. « Si les gens ne viennent pas donner leur sang, nous risquons d'enregistrer des pertes de nos compatriotes ».

Dimanche 26 janvier.

Haut-Katanga : réception d'un centre pour la réinsertion des enfants sortis des mines de cobalt. Ces ouvrages s'inscrivent dans le cadre du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt, une initiative du gouvernement congolais financée par la Banque africaine de développement. Ce projet vise à retirer les enfants des carrières et sites miniers où le cobalt est exploité, en leur offrant des alternatives viables et durables. Le centre de Muntumpeke comprend des installations destinées à la formation et à la production. On y trouve des salles de classe, bureaux et dortoirs, un centre de santé, des porcheries, poulaillers et étangs pour l'élevage et la production d'alevins, des unités de production de jus, de saucisses, d'aliments pour bétail et de céréales et un marché moderne pour la vente des biens produits sur place. Ces infrastructures permettront aux enfants et jeunes sortis des mines de cobalt de se former et de se reconvertir dans des activités d'agro-business et de production.

Nord-Kivu : les sites de déplacés de Kibati et Munigi vidés en raison des combats autour de Goma. Les crépitements d'armes, devenus intenses, ont poussé les habitants à fuir en masse vers Goma. Face à cette crise humanitaire, le représentant des déplacés dans la zone lance un appel urgent aux autorités et aux organisations humanitaires pour venir en aide aux déplacés. Il plaide pour une meilleure organisation afin d'éviter des drames supplémentaires. Cette nouvelle vague de déplacements aggrave une situation déjà critique dans la région. Les infrastructures d'accueil à Goma, déjà saturées, risquent de ne pas suffire pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants.

L'Union Européenne « profondément préoccupée » par la poursuite des combats Fardc-M23. L'UE condamne fermement la prise de Minova le 21 janvier, suivie de la prise de Sake le 23 janvier par le M23. L'avancée continue du M23 constitue une violation inacceptable du cessez-le-feu convenu par la RDC et le Rwanda et aggrave encore la crise humanitaire désastreuse dans l'est de la RDC. Selon l'organisation, cette avancée a poussé d'autres personnes déplacées à l'intérieur du pays vers les camps surchargés autour de Goma, où plus de 800 000 personnes déplacées sont hébergées.

A New York, la RDC exige des « des sanctions ciblées » contre ses agresseurs. « Malgré les alertes répétées du Gouvernement congolais depuis trois ans, ce Conseil (de sécurité de l'ONU) est resté passif », a déploré la ministre congolaise des Affaires étrangères, demandant à cet organe de passer à l'action. Elle dit attendre du Conseil de sécurité des actions concrètes : Fin des hostilités par le Rwanda et retrait de ses troupes ; Sanctions ciblées contre ceux qui sont à la base cette agression ; Embargos sur les minerais, particulièrement du coltan, exploitées par le Rwanda ; Révoquer le statut de Rwanda en tant pays contribueur des troupes de l'ONU ; Imposer le système de notifications pour toute vente d'armes envers le Rwanda. Pour elle, la guerre que Kigali livre à Kinshasa comporte des visées économiques : 150 tonnes de coltan sont acheminées au Rwanda chaque mois. **La ministre dénonce l'entrée de nouvelles troupes rwandaises en RDC**, ce dimanche 26 janvier en passant par les bornes 12 et 13 à Gisenyi. Pour elle, cette attaque directe du Rwanda constitue une déclaration de guerre frontale qui ne se cache plus derrière des artifices.

Goma toujours tenu par les FARDC - Situation 19H00 (heure locale)
La situation à Goma reste critique alors que les affrontements et la détérioration de la sécurité continuent de pousser les populations à fuir et de perturber la vie quotidienne. Les autorités congolaises ont confirmé que la petite et la grande barrières, points de passage frontaliers avec le Rwanda, ont fonctionné normalement ce dimanche avant d'être fermées à 15 heures, comme à l'accoutumée. Dans le territoire de Nyiragongo, au nord de Goma, des tirs sporadiques d'armes légères se poursuivent, entraînant des déplacements massifs de la population. Des habitants de Kanyaruchinya, en provenance de Rutshuru, cherchent refuge dans la ville, fuyant les détonations d'armes lourdes et légères. La société civile accuse certains éléments incontrôlés des Fardc et des miliciens Wazalendo de semer la panique en tirant de manière désordonnée. Des camps de déplacés ont été ciblés dans le territoire de Nyiragongo, où quatre bombes ont frappé deux sites, causant plus de dix morts, dont des femmes et des enfants, et faisant de nombreux blessés. Les survivants dénoncent ces attaques, qualifiant la situation de "génocide congolais". Les images en provenance des camps montrent des tentes détruites et des biens personnels éparpillés, témoignant de la violence de ces frappes. À Goma, les Fardc renforcent leurs positions, avec des chars déployés dans plusieurs points stratégiques, notamment au rond-point Birere. Une relève des troupes a été effectuée sur le front nord pour consolider les efforts de défense. Aux abords de l'aéroport, des instructeurs roumains, des soldats des Fardc et des miliciens Wazalendo ont été observés, tandis qu'à l'intérieur de l'aéroport, des forces loyalistes assurent la sécurité. Sur le front de Sake, à 25 km à l'ouest de Goma, la situation semble s'être stabilisée après des jours de combats acharnés. Cependant, des accusations de pillages et d'exactions pèsent sur des résistants Wazalendo en provenance des lignes de front, suscitant la colère des populations locales. La Monusco, en réponse à l'aggravation de la situation, a évacué son personnel non essentiel tout en poursuivant ses opérations essentielles pour soutenir les Fardc et protéger les civils. L'organisation a également réitéré son engagement à travailler avec les forces locales pour endiguer la crise. Les activités socioéconomiques étaient restées paralysées dans le nord de Goma, avec des commerces fermés et une circulation suspendue. Certains habitants de Goma également avaient pris la direction de Bukavu, empruntant des bateaux par voie lacustre pour échapper aux tensions croissantes. (**Actualité.CD**)

Lundi 27 janvier.

Combats Fardc-M23 : des appels à une « action immédiate » du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix, a déploré l'offensive depuis le début de l'année par la rébellion du M23, avec l'appui du Rwanda dans l'Est de la RDC : « Il est encore possible d'éviter le pire pourvu que ce conseil agisse sans délai ». La cheffe de la Monusco, Bintou Keita, a appelé le « Conseil à agir maintenant pour sécuriser la population civile, les aides humanitaires, les travailleurs humanitaires et tout le personnel des Nations unies ». Pour le représentant de la France, la présence des troupes rwandaises en RDC, constitue une «violation claire de la charte des Nations unies ». Il exige la fin de l'offensive du M23, le retrait des militaires rwandais du sol congolais ainsi qu'un plan de démantèlement des FDLR. Les Etats-Unis ont affirmé vouloir aussi des « mesures fermes pour défendre Goma et Sake, face aux avancées du Rwanda et du M23 ». Ils se disent « alarmés par l'information relative à la création d'administration parallèle par le M23, qui constitue une violation de l'intégrité territoriale de la RDC». Le Royaume-Uni se dit « préoccupé par la vitesse et l'ampleur l'offensive du M23 » dans la région, appelant à une action rapide, car le nombre de victimes s'accroît d'heure en heure, a alerté son représentant au Conseil de sécurité. Tous ces intervenants ont également condamné le brouillage, par les rebelles du M23, des signaux GPS utilisés par la MONUSCO. Cet acte complique le travail de la mission onusienne, l'achèvement de l'aide humanitaire, l'aviation civile. Il peut constituer un crime de guerre, selon eux. Le Danemark, la Sierra Leone, le Sri Lanka, la Chine, le Pakistan, le Panama, la Russie, la Corée … ont abondé dans le même sens. Ils ont notamment demandé au Conseil d'agir pour mettre fin aux souffrances du peuple congolais, de pousser les belligérants à créer des couloirs pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, de renforcer le rôle de la Monusco…Les intervenants de ces pays ont également plaidé pour une solution politique à la crise actuelle. Entre-temps, le représentant des USA a appelé à l'opérationnalisation d'un mécanisme de vérification ad hoc, pour garantir le respect du cessez-le feu convenu à Luanda par la RDC et le Rwanda.

William Ruto appelle à la cessation des hostilités en RDC et annonce un sommet extraordinaire de l'EAC. Dans une déclaration publiée sur son compte X, le 26 janvier, le président en exercice de la Communauté d'Afrique de l'Est, a dénoncé l'escalade des violences et ses conséquences sur les populations civiles. Il a notamment souligné l'impact humanitaire de la fermeture de l'espace aérien à Goma, qui complique davantage l'accès à l'aide humanitaire. Il a appelé à une cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités, tout en insistant sur l'obligation pour toutes les parties de faciliter l'accès humanitaire aux populations touchées. Il a exhorté les parties en conflit à privilégier des moyens pacifiques pour résoudre ce conflit. Il a annoncé la tenue d'un sommet extraordinaire de l'EAC dans les 48 h. Il a réitéré l'engagement de l'EAC à collaborer avec d'autres organisations régionales et internationales, notamment l'Union africaine (UA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), pour encourager les parties au conflit à privilégier le dialogue. Il a également appelé les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame, avec lesquels il s'est entretenu, à répondre à l'appel à la paix lancé par les populations de la région et la communauté internationale.

Bintou Keita au Conseil de sécurité : « Le M23 a déclaré l'espace aérien de Goma fermé ». « Les routes sont bloquées, l'aéroport ne peut plus être utilisé. Le M23 a déclaré l'espace aérien de Goma fermé », a expliqué la cheffe de la Mission onusienne en RDC. « En d'autres termes, nous sommes pris au piège », s'est-elle inquiétée. Elle a aussi rappelé que le M23 a étendu sa présence au Nord-Kivu, et a encore progressé vers la province du Sud-Kivu, d'où s'est retirée la Monusco en juin 2024. « Il a reçu des renforts, des fournitures pour consolider ses positions le long de plusieurs axes, tant au Sud qu'au Nord de Goma », a précisé Bintou Keita, poursuivant que conforment à son mandat de protection des civils, la Monusco a renforcé son appui aux Forces armées de la RDC, en partageant les renseignements, en participant à des exercices de planification tactique, et en prenant part activement aux combats aux côtés des forces de la SADC.

RDC: des tirs entendus dans Goma, le M23 et ses alliés rwandais présents dans des quartiers. ► Des tirs nourris, à la fois d'armes légères, mais également d'artillerie lourde, ont retenti lundi dans le centre de Goma. Des membres des forces spéciales rwandaises et les combattants du groupe M23 ont pénétré la veille au soir dans plusieurs quartiers de la grande ville de l'est de la RDC. ► Le groupe armé antigouvernemental du M23, soutenu par quelque 3000 à 4 000 soldats rwandais, selon l'ONU, combat l'armée congolaise dans la région depuis plus de trois ans, mais l'étau s'est resserré ces derniers jours. ► Après une réunion d'urgence dimanche soir, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné le « mépris éhonté » de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. L'ONU a notamment réclamé des sanctions contre Kigali. ► Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne sont réunis à Bruxelles et la situation en RDC fait partie des dossiers à l'ordre du jour. ► La ville de Goma compte environ un million d'habitants et autant de déplacés. La région vit une crise humanitaire chronique depuis des très nombreuses années. ***Au moins 8 morts et 180 blessés, des tirs signalés près de l'hôpital de Ndosho***. La situation reste incertaine à Goma. Les membres du groupe armé M23 sont dans ville, mais des tirs sont régulièrement entendus dans plusieurs quartiers. Des tirs ont par exemple été signalés vers l'hôpital de Ndosho, qui est déjà saturé de blessés depuis plusieurs jours. Le dernier bilan pour les journées de dimanche et lundi fait état d'au moins 8 morts et 180 blessés, détaille une source sanitaire. Des engins explosifs continuent de s'abattre dans certains secteurs, causant des dégâts. Des sources rapportent aussi que des tirs auraient atteint le territoire rwandais. ***Des tirs entendus près du camp de Mugunga, le calme vers Sake***. Alors que la situation ne cesse d'évoluer, des tirs sont actuellement entendus aux environs du camp de Mugunga. Vers Sake, où se concentraient les affrontements ces derniers jours, la situation est plus calme : les forces de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) y sont positionnées. Des membres des Fardc, ainsi que leurs alliés wazalendo qui ont combattu ces derniers jours, sont toujours dans Goma. Près d'une centaine se sont rendus à la base de la Monusco. D'autres se seraient également rendus à l'armée rwandaise, affirme le porte-parole de l'armée de Paul Kagamé, une information que RFI n'a pas pu confirmer de source indépendante. Ce matin, les autorités rwandaises ont également positionné des bus du côté rwandais de la frontière pour permettre d'évacuer le personnel des Nations unies encore présents à Goma. Pour le reste de la population, la frontière reste fermée. En plus des évasions de la principale prison de la ville, des témoins rapportent une grande confusion à Goma avec des scènes de pillage. ***Le gouvernement de la RDC confirme « la présence de l'armée rwandaise » à Goma.*** Dans sa première prise de parole lundi 27 janvier, le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication Patrick Muyaya a appelé la « population de Goma » à « rester à l'abri, à la maison », « s'abstenir de commettre des actes de vandalisme et de pillage », ainsi qu'à « barrer la route à la propagande manipulatrice du Rwanda». Dans son tweet, le ministre confirme « la présence de l'armée rwandaise » dans « la ville de Goma » et martèle que « le gouvernement continue de travailler pour éviter le carnage et les pertes en vies humaines ». À Goma, le million d'habitants et les 700 000 réfugiés, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), vivent dans la peur et le sentiment d'abandon. Ceux qui n'ont pas quitté la ville, restent cachés dans les maisons, voire sous les lits pour éviter les balles perdues, racontent-ils. « La tension est palpable, la peur est visible dans le regard de tout le monde, on ne sait pas ce qui va se passer, nous explique un gomatracien, joint au téléphone. Il y a des échanges de tir, parfois d'armes lourdes, il y a la présence des groupes armés qui sont dans la ville. » Toute la nuit de dimanche à lundi, les habitants ont entendu des tirs sporadiques d'armes automatiques. Un autre habitant témoigne : « pendant deux minutes, c'est calme, puis pendant deux minutes, c'est chaud et cela continue d'être chaud chaque seconde. Ce qui empire la situation sont les bombes. Ici, c'est la ville, il y a des bâtiments. Donc, nous sommes dans une très mauvaise situation. On aimerait bien qu'il y ait un cessez-le-feu. » Autant de motifs d'angoisse pour ces habitants qui vivent déjà sans électricité et sans eau depuis la fin de semaine dernière. ***Des tirs entendus près de la frontière, mais pas de combats.*** Selon nos informations, il n'y a pas de combats en cours, même si des tirs sont entendus, notamment en centre-ville et du côté de la frontière avec le Rwanda. Des scènes de pillages ont également été signalées. À l'ouest de la ville, sur l'axe qui relie Goma à Sake, des militaires Fardc et les forces internationales de l'ONU et de la Communauté de développement d'Afrique australe (Sadec) sont toujours présents. Cela sans qu'il y ait des combats. C'est là où se situait le principal front ces derniers jours. ***Fermeture de la frontière à Goma entre la RDC et le Rwanda***. La frontière à Goma séparant la RDC et le Rwanda « est fermée », a indiqué à RFI une source consulaire européenne, confirmant l'information de témoins. « Personne n'entre, personne ne sort, à part quelques personnels de l'ONU et leurs familles évacués ce matin », a ajouté à l'AFP un travailleur humanitaire présent au principal point de passage entre la RDC et le Rwanda. Depuis l'intensification des tirs et des combats à Goma, de

nombreux habitants ont tenté de traverser la frontière pour fuir le conflit. Dans une déclaration lundi, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a indiqué que Paris « condamne fermement l'offensive menée par le M23, soutenu par les Forces armées rwandaises » dans l'est de la RDC. « La France exprime sa solidarité à l'égard de la RDC, de son intégrité territoriale. (...) Les combats doivent cesser et le dialogue doit reprendre », a exhorté M. Barrot à Bruxelles, avant un conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. ***Confusion à Goma, évasion à la prison de Munzenze.*** Plus tôt ce matin, une évasion a eu lieu à la prison de Goma : la prison de Munzenze, qui compte environ 3 000 détenus, a été « totalement incendiée » à la suite d'une « évasion massive », selon une source sécuritaire à l'AFP. Selon notre correspondant à Kinshasa, Pascal Mulegwa, « au moins 13 détenus, en majorité des femmes et deux enfants sont morts lors de l'évasion et l'incendie d'une partie de la prison ». Des prisonniers en fuite ont été aperçus dans les rues alentours, a constaté une journaliste de l'AFP. Des bus sont positionnés à la frontière rwandaise, prêts à évacuer des personnels de l'ONU et leurs familles venant de Goma, selon la TV publique rwandaise RBA, rapporte l'Agence France presse. « Les membres du personnel de l'ONU et leurs familles qui ont travaillé en RDC » sont en cours d'évacuation de Goma, avec des bus à la frontière « en attente pour les transporter vers Kigali, où ils embarqueront sur des vols vers leurs pays respectifs », a indiqué RBA sur X. Il n'y a pas d'agents de l'immigration à la frontière, selon nos informations. Dimanche, la responsable de la mission de l'ONU en RDC Bintou Keita participait dimanche à la réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en RDC. Elle y signalait que l'aéroport n'était plus fonctionnel pour des évacuations ou pour des opérations humanitaires. Les routes menant à Goma sont également coupées, affirme-t-elle. ***Le Kenya annonce un sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est, avec Félix Tshisekedi et Paul Kagame.*** Le président kényan William Ruto a annoncé dans un communiqué réunir « dans les prochaines 48 heures » un sommet extraordinaire de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) en présence des présidents de la RDC Félix Tshisekedi et du Rwanda Paul Kagame. ***Les habitants tentent de fuir la ville.*** L'intensification des combats dans la soirée près de Goma puis les tirs dans la ville ont également poussé des habitants de la capitale provinciale à traverser la frontière vers le Rwanda, dans la ville frontalière de Gisenyi, dans le district de Rubavu, où se trouve notre correspondante, Lucie Mouillaud. Devant la Grande Barrière, Nathan et sa famille font partie des derniers habitants de Goma à traverser avant la fermeture de la frontière dimanche, en milieu d'après-midi : « Goma maintenant, c'est un champ désert, il n'y a plus de courant, il n'y a plus d'eau, la population fait du mieux possible pour pouvoir survivre. Les bombes se font entendre de plus en plus fort ! Il y a même des coups de feu, j'étais dans ma chambre et j'ai commencé à entendre des coups de feu. Je crois que c'est ce qui a alerté mon père pour qu'on puisse traverser et évacuer la ville. » « La peur, elle est là, on laisse nos biens, je viens qu'avec mon petit sac et la famille. On a tout laissé là-bas, on est venu tel qu'on est là, on n'est pas stable. On ne sait pas combien de temps on va rester ici, on attend la situation. Dès qu'elle finit, on va retourner à Goma, c'est chez nous », témoigne Alain Hemedi qui a, lui aussi, quitté la ville. Pour beaucoup, le passage de la frontière n'est qu'une étape avant de prendre la route pour rejoindre Bukavu ou d'autres villes au Burundi ou en Ouganda. « On ne peut qu'espérer, ce qu'on souhaite, c'est que la paix soit rétablie. On ne vit que de cela, depuis notre enfance, donc on espère que la paix soit rétablie, en tout cas, c'est le souhait de tout le monde », affirme un commerçant de Goma. (**RFI**)

Un évêque catholique appelle au «respect de la vie humaine» à la suite des violences à Goma en RDC. Mgr Willy Ngumbi, évêque du diocèse de Goma en RDC appelle au «respect de la vie humaine» à la suite des violences à Goma. Dans une déclaration publiée le 27 janvier, il se dit "horrifié" par la situation sécuritaire dans son diocèse, qui a entraîné des décès, y compris parmi les nouveau-nés, et des déplacements de population. Ce 27 janvier, les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, ont annoncé que leurs forces avaient pris le contrôle de la capitale de la province orientale de la RDC, Goma, a rapporté Reuters. "Des rebelles soutenus par le Rwanda sont entrés dans la plus grande ville de l'est du Congo, Goma, et l'ONU a indiqué qu'ils étaient soutenus par au moins certaines troupes régulières rwandaises, dans la pire escalade d'un conflit de longue date depuis plus d'une décennie", selon le rapport de Reuters du 27 janvier. Selon le rapport, "une alliance rebelle dirigée par la milice M23, dominée par les Tutsis, a déclaré avoir pris la ville lacustre de plus de 2 millions d'habitants, un centre pour les personnes déplacées et les organisations humanitaires situé à la frontière avec le Rwanda et occupé pour la dernière fois par le M23 en 2012." Alors que Corneille Nangaa, leader de l'Alliance du Fleuve Congo qui inclut le M23, aurait déclaré que la ville de Goma était sous le contrôle de ses forces, cela "n'a pas pu être vérifié de manière indépendante… le bruit des explosions, des tirs d'artillerie lourde et des coups de feu a retenti toute la journée." Dans un récit contradictoire sur la situation à Goma, le ministre du Développement rural de la RDC, Muhindo Nzangi, aurait rapporté que l'armée congolaise contrôlait 80 % de Goma, et que les troupes rwandaises étaient limitées aux abords de la ville ou avaient franchi la frontière en sens inverse. Dans sa déclaration du 27 janvier, Mgr Ngumbi affirme : "Je suis de près, avec consternation, l'évolution de la situation sécuritaire dans la ville de Goma." "Je suis horrifié d'apprendre les bombardements, y compris ceux visant le service de néonatologie de l'Hôpital Général Charité Maternelle, entraînant la mort de nouveau-nés, et l'attaque contre le complexe de la procure diocésaine, qui a brisé les vitres du bâtiment nouvellement inauguré", déclare-t-il. Le membre burundais des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) déplore également : "Je déplore les pillages de certains commerces et entrepôts par la population et, parfois, par les militaires, aggravant une situation humanitaire déjà désastreuse." Il exhorte "toutes les parties impliquées dans le conflit armé actuel, ainsi que la population, à respecter de manière absolue la vie humaine et les infrastructures privées et publiques, qui doivent être préservées par tous en toutes circonstances, conformément à

la dignité humaine et au droit international." L'évêque catholique, qui est à la tête du Diocèse de Goma depuis mai 2019 après son transfert du Diocèse de Kindu en RDC, appelle également chacun à "assurer la protection de la vie, garantir l'accès aux services de base pour tous et prévenir les violences sexuelles." Goma, située dans l'est de la RDC, est un foyer de violence alors que des groupes armés continuent de s'affronter, déplaçant des milliers de personnes et créant une grave crise humanitaire. La ville, qui abrite près de 2 millions d'habitants, fait face à des défis allant des déplacements aux pénuries de ressources et aux dommages causés aux infrastructures, selon Reuters. Le dimanche 27 janvier, la nation d'Afrique centrale a également annoncé qu'elle avait rompu ses relations diplomatiques avec le Rwanda. Dans sa déclaration du 27 janvier, Mgr Ngumbi assure "toute la population de Goma de la proximité et de la compassion de l'Église catholique, en particulier pour les blessés et les familles des victimes." "Dans cet esprit, j'exhorte le clergé, les personnes consacrées ainsi que les fidèles et toutes les personnes de bonne volonté à apporter l'aide nécessaire à quiconque est dans le besoin", déclare le leader de l'Église catholique, qui a commencé son ministère épiscopal en juillet 2007 en tant qu'évêque du Diocèse de Kindu. Il implore : "En espérant qu'aucune nouvelle violence ne se produira, j'implore le Seigneur, par l'intercession de la Vierge Marie, Notre-Dame du Congo, de nous accorder la paix en ce moment de détresse." (**ACI Afrique**)

Plus de 500 experts mobilisés pour préparer le procès RDC-Rwanda devant la CADHP. Le procès opposant la RDC au Rwanda s'ouvrira le 12 février prochain devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) à Arusha, en Tanzanie. À Kinshasa, le Gouvernement congolais intensifie ses préparatifs pour ce rendez-vous judiciaire crucial, visant à faire reconnaître et obtenir des sanctions à la suite de l'agression rwandaise dans l'Est du pays. Ce lundi 27 janvier, le vice-ministre de la Justice et contentieux international a organisé un atelier réunissant plus de 500 participants, parmi lesquels des acteurs politiques, des membres de la société civile, des institutions d'appui à la démocratie et des experts juridiques. L'objectif principal de cette rencontre était de coordonner les efforts pour collecter et présenter des preuves tangibles de l'implication du Rwanda dans les violences qui secouent l'Est de la RDC.
Goma : les Fardc reprennent le contrôle de la RTNC au M23. Des combats intenses se poursuivent à Goma dans la soirée de ce 27 janvier, où les Fardc, appuyées par les forces d'autodéfense Wazalendo, opposent une résistance farouche à l'avancée des éléments du M23, soutenus par l'armée rwandaise. Les Fardc ont repris le contrôle de la station de radiotélévision nationale congolaise (RTNC), occupée par les rebelles plus tôt dans la journée. La reprise de cette infrastructure stratégique est perçue comme victoire importante pour les forces loyalistes, à la fois sur le plan militaire et en matière de contrôle de l'information. Les affrontements se concentrent autour de plusieurs zones, notamment dans les environs de la RTNC. Des tirs nourris ont également été signalés dans la zone de l'aéroport, où la situation reste particulièrement tendue. Dans le contexte chaotique des combats, des foules de civils ont été signalées en train de piller des biens dans les environs de l'aéroport et dans d'autres quartiers du chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Peine de mort confirmée en appel pour Jean-Jacques Wondo : la Belgique rappelle son ambassadeur en RDC. La Cour militaire de Kinshasa a confirmé ce lundi 27 janvier la peine de mort prononcée en septembre 2024 contre Jean-Jacques Wondo, expert militaire belge d'origine congolaise, pour sa participation présumée à une « tentative de coup d'État » en RDC. Ce verdict en appel a suscité une réaction immédiate de l'ancienne puissance coloniale. Le ministère belge des Affaires étrangères, exprime sa « grande déception » et « une totale incompréhension » face à ce verdict, évoquant « la grande faiblesse des éléments présentés lors des audiences et l'absence manifeste de preuves crédibles ». En réponse, la Belgique décide de rappeler temporairement son ambassadeur à Kinshasa pour consultations. Parallèlement, l'Ambassadeur de la RDC à Bruxelles est convoqué pour recevoir les « plus vives préoccupations » du gouvernement belge. Jean-Jacques Wondo est accusé d'avoir participé à une « tentative de coup d'État » en mai 2024 à Kinshasa. Détenu depuis huit mois, il a vu sa santé se dégrader considérablement en prison.

Félix Tshisekedi sur les traces de Mobutu.
Goma devait être un verrou. Félix Tshisekedi avait martelé que la ville ne tomberait pas entre les mains des rebelles du M23, présentés comme de simples "rigolos à la solde de Kigali". Au début de son premier mandat, il avait même promis qu'il irait s'installer dans cette ville du Nord-Kivu au cœur de toutes les tensions régionales, de toutes les violences depuis 25 ans, au moment de cette déclaration. Il avait encore expliqué qu'il était prêt à mourir pour la paix dans cette région. La population l'avait ovationné, avant que leur président oublie ses beaux engagements. Félix Tshisekedi ne semble pas connaître l'histoire récente de son pays. Il a oublié les événements qui ont fait basculer le Zaïre à la fin des années 90. À cette époque, le maréchal Mobutu avait promis que la ville de Kisangani, dans le nord du pays, ne tomberait pas. Il comptait sur ses militaires des forces armées zaïroises (FAZ) pour conserver le contrôle de la ville, face aux rebelles de Laurent-Désiré Kabila, soutenus par les forces rwandaises. Mobutu avait l'appui de l'aviation, des FDLR et de mercenaires serbes. Pourtant, après quelques jours de résistance, la défense de Kisangani s'était effondrée et, deux mois plus tard, les rebelles entraient à Kinshasa. Les similitudes entre la chute des deux verrous sont étonnantes. Personne aujourd'hui n'ose ouvertement évoquer la fin du régime Tshisekedi, un an à peine après sa réélection avec plus de 73% de votes en sa faveur lors de la présidentielle "chaotique" de décembre 2023. Un an après ce simulacre d'élection, avalisé par une communauté internationale distraite et décidément bien peu soucieuse de la

démocratie en Afrique, son régime vacille et fait face non seulement à une rébellion militaire, mais aussi à un désamour palpable dans les zones conquises par les rebelles. Félix Tshisekedi paie sa non-gestion totale de l'État congolais, les appétits financiers gargantuesques de son premier cercle, qui a puisé sans compter dans les deniers de l'État, interdisant ainsi le développement du pays et privant, notamment, ses militaires des ressources nécessaires pour faire face aux agresseurs sur le champ de bataille. Le régime Tshisekedi vacille et il en est le premier responsable. (**La Libre Afrique**)

Mardi 28 janvier.

Guerre dans l'Est : les armateurs suspendent la navigation sur le Lac Kivu entre Goma et Bukavu. Lundi 27 janvier, aucune embarcation n'a quitté Bukavu pour Goma dans tous les quatorze ports que compte la ville de Bukavu. Les derniers bateaux qui ont accosté la nuit du 26 janvier dans les ports de Bukavu, avaient à bord des militaires des Fardc en provenance de différents fronts à Goma. Aucun civil ne figurait parmi les passagers. D'autres embarcations ont échoué sur le lac pour diverses raisons. Les unes ont connu des pannes sèches parce qu'elles ont été réquisitionnées par l'armée dans la précipitation et n'ont pas pu prendre toutes les dispositions nécessaires. « Tous ces bateaux et même les barges étaient obligés de venir à Bukavu. De nombreux militaires armés les ont réquisitionnés la nuit à partir de Goma, et ils sont arrivés ici à Bukavu le matin ». L'arrêt brusque du trafic sur le Lac Kivu inquiète autant les armateurs que la population qui redoutent la famine. Et pour cause, la ville de Bukavu ne produit pas grand-chose. Elle s'approvisionne en produits vivriers à partir de la ville de Goma, qui connait elle aussi une pénurie de certains aliments de première nécessité.

Les habitants de Goma privés d'eau et d'électricité depuis 5 jours. Ces coupures font suite aux dégâts subis par deux lignes électriques : celle de la Société nationale d'électricité (SNEL), reliant Bukavu à Goma, et celle de Virunga Energie, approvisionnant la ville depuis la centrale de Matebe dans le Rutshuru. Les infrastructures ont été endommagées lors des combats entre les Fardc et les rebelles du M23.

La ville de Goma réveillée sous des détonations, d'armes lourdes et légères qui résonnaient encore à midi dans plusieurs quartiers, notamment Birere, et Bujovu, situés à proximité de l'aéroport. L'armée congolaise et les rebelles du M23, se disputent toujours le contrôle stratégique de l'aéroport. Si des unités des Fardc sont visibles dans certains quartiers notamment au centre-ville, les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda seraient positionnés dans la partie ouest de Goma. Des scènes pillages continuent d'être signalées notamment dans le quartier Katindo. L'accès internet demeure coupé. A la frontière entre la RDC et le Rwanda, la situation est également très tendue, selon certaines sources.

Combats Fardc-M23 à Goma : le CICR déplore « l'impact dévastateur sur les civils » des affrontements armés en cours autour et dans la ville de Goma. Ils occasionnent un afflux massif de blessés par balles et par munitions explosives dans les structures soutenues par le CICR, notamment l'hôpital CBCA Ndosho à Goma. Le CICR a ainsi pris en charge plus de six cents blessés depuis le début du mois de janvier, en grande partie des femmes et des enfants. Cette situation résulte de l'utilisation de l'artillerie dans des zones densément peuplées – notamment dans les grands centres urbains comme la ville de Goma ou les camps de déplacés –, ainsi que de l'intensité de combats dévastateurs pour les habitants, pris au piège.

Tanganyika : 250 nouveaux cas de lèpre enregistrés à Moba. « Parmi les 250 nouveaux cas de lèpre, nous avons enregistré 52 cas de lèpre avec des infirmités visibles c'est-à-dire avec des plaies, des amputations. Ce qui traduit que ces gens-là viennent avec un retard au diagnostic. C'est probablement par manque de sensibilisation puisque les gens ne reconnaissent pas à temps les signes de la lèpre », explique Philippe Ndaïle. La RDC a déjà éliminé la lèpre comme problème de santé publique, mais la zone de santé de Moba reste endémique depuis plusieurs décennies.

Tirs à Goma, des ambassades attaquées par des manifestants à Kinshasa. Après une nuit relativement calme, Goma s'est réveillée mardi 28 janvier avec des fortes détonations et des échanges de tirs, notamment dans l'est de la ville, avec l'entrée dans plusieurs quartiers de combattants du groupe armé M23, soutenus par les forces rwandaises. **Chronologie de la journée du 28 janvier 2025.**
6h35 : Les postes-frontière avec le Rwanda fermés à Gisenyi. La situation est toujours confuse ce matin à la frontière entre la ville congolaise de Goma et la ville rwandaise de Gisenyi, ce mardi. Cela après une journée de lundi très tendue où au moins cinq civils ont été tués par mortiers ou balles perdues tombées côté rwandais. Selon le porte-parole de l'armée, le brigadier-général Ronald Rwivanga, 35 personnes ont aussi été blessées. Les deux postes-frontière, la Petite et Grande Barrière, n'ont pas ouvert pour l'instant ce matin. Une frontière où l'armée rwandaise affirme que plus d'une centaine de soldats des FARDC et alliés ont déposé leurs armes lundi dans la journée. Les tirs et détonations à Goma se font entendre jusqu'à Gisenyi où la majorité des écoles vont rester fermées aujourd'hui, dans le centre de la ville qui semble plus calme que d'habitude ce matin, rapporte notre envoyée spéciale, Lucie Mouillaud. Il faut dire qu'un certain nombre de Rwandais qui vivaient à proximité de la frontière, très proches des zones d'affrontements, ont été évacués à

plusieurs kilomètres de la ville. Un autre camp de déplacés accueille également quelques centaines de Congolais qui ont fui les affrontements à Goma.

7h15 : Reprise des tirs ce mardi matin à Goma. Les échanges de tirs ont repris de façon intense ce mardi matin, un peu avant 6h30 heure locale, dans les quartiers de la partie est de la ville, à Biréré et Bujovu, ainsi que sur l'axe qui relie le camp Katindo, l'aéroport de Goma et la ville rwandaise de Gisenyi. Cette ville frontalière est collée à Goma. Des soldats des forces armées congolaises sont dans la zone de l'aéroport. En revanche, le M23 contrôle certaines parties de l'ouest de Goma. Certaines parties de la ville restent inaccessibles aux observateurs indépendants et aux humanitaires, aussi, il est difficile d'établir une cartographie des rapports de force. Internet est toujours coupé, il n'y a pas de radio non plus : les informations circulent par le bouche-à-oreille. Certains quartiers de Goma sont privés d'eau et d'électricité depuis vendredi. Commerces et pharmacies sont fermés, un calvaire pour les habitants. Des habitants, qui ont profité d'une accalmie pour sortir de chez eux, racontent avoir vu des corps, nombreux, sur les routes. Les structures sanitaires de Goma sont débordées. La ville est en ce moment un endroit horrible, les déplacés ne savent plus où aller, déclare le directeur de l'ONG Save the children en RDC, qui rappelle que la moitié de ces déplacés sont des enfants. Depuis des semaines, les ONG alertent sur la situation humanitaire dans le Nord-Kivu, dont la capitale est Goma, et le Sud-Kivu. Les chiffres des habitants jetés sur les routes sont vertigineux. Ils sont des centaines de milliers déplacés par les combats, dans un contexte humanitaire qui était déjà décrit par tous comme alarmant. Selon l'ONU, 400 000 personnes ont été déplacées par les combats depuis début janvier.

9h04 : Quatre nouveaux soldats sud-africains tués dans des combats près de l'aéroport. Quatre nouveaux soldats sud-africains ont été tués dans les combats dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont indiqué mardi les forces armées sud-africaines (SANDF). Cela porte à 13 le nombre de soldats sud-africains ayant trouvé la mort, après le décès de neuf soldats la semaine dernière. « Les rebelles du M23 ont lancé une bombe de mortier en direction de l'aéroport de Goma, qui a atterri dans la base de la SANDF, ce qui a entraîné la perte de trois membres de la SANDF », a précisé l'armée dans un communiqué.

9h35 : La distribution d'aide alimentaire est suspendue, la situation humanitaire est « extrêmement inquiétante ». La situation humanitaire à Goma est « extrêmement inquiétante », a alerté l'ONU, qui concentre désormais ses missions sur la protection des civils qui « paient le prix le plus élevé ». La distribution d'aide alimentaire à Goma est suspendue, a averti mardi l'ONU. « Les prochaines 24 heures seront cruciales, car les gens commencent à manquer de provisions et devront voir ce qu'ils peuvent trouver pour survivre », a déclaré une porte-parole du Programme alimentaire mondial (Pam) en RDC, Shelley Thakral, depuis Kinshasa. « Un demi-million de personnes ont été déplacées rien que ce mois de janvier », dans le Nord-Kivu, rappelle Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. L'agence de l'ONU dit suivre de près les mouvements transfrontaliers. « De nombreux civils attendent d'évaluer la situation avant de prendre une décision ». Le HCR rappelle que les conséquences humanitaires de cette escalade dans l'est de la RDC ne sont pas seulement des préoccupations régionales, mais « une responsabilité mondiale ».

10h05 : Les affrontements se poursuivent, des nombreux cadavres jonchent les rues, « les hôpitaux sont débordés» par l'afflux de blessés, s'alarme l'ONU. Selon de nombreux habitants de différents quartiers, ainsi que des journalistes sur place, des tirs nourris et des explosions ont retenti, en particulier près de l'aéroport. Les employés de l'ONU sur place rapportent que les hôpitaux de Goma « sont submergés » de blessés et que de « nombreux corps » jonchent les rues de la ville, a affirmé l'ONU lors d'un point presse mardi réunissant plusieurs de ses agences, à Genève. « Les hôpitaux sont débordés. Il y a actuellement des centaines de personnes à l'hôpital, la plupart admises pour des blessures par balle », a déclaré Adelheid Marschang, coordinatrice de la réponse d'urgence de l'OMS pour la République démocratique du Congo. Malgré les tirs, le personnel des hôpitaux assure les soins. Mais face à l'afflux de blessés, les médecins n'ont pas le choix, ils doivent « faire le tri », donner la priorité à ceux qui peuvent être sauvés comme nous l'explique un urgentiste : « Malheureusement, nous avons enregistré beaucoup beaucoup de cas, jusqu'ici, on essaie de faire ce qu'on peut, de trier ceux qui peuvent encore être sauvés. » Parmi les blessés figurent même des bébés, alors que « Toutes les blessures sont des blessures par balles », poursuit-il.

10h45 : Risque de dissémination d'Ebola depuis un laboratoire à Goma en raison des affrontements, s'inquiète la Croix-Rouge. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a alerté mardi sur les risques de dissémination de virus, dont Ebola, à partir d'un laboratoire à Goma, en raison des violents combats dans cette grande ville de l'est de la RDC. Le CICR « est très préoccupé par la situation au sein du laboratoire de l'Institut national de recherches biomédicales » et appelle à « préserver les échantillons qui peuvent être touchés par les affrontements et qui pourraient engendrer des conséquences inimaginables si les souches bactériologiques, dont le virus Ebola, qu'il abrite venaient à se répandre », a déclaré le directeur régional du CICR Patrick Youssef lors d'un point de presse à Genève. La RDC a mené des batailles difficiles contre les différentes épidémies d'Ebola, notamment en 2022.

11h45 : De nombreuses ambassades, dont celles de France et du Rwanda, attaquées par des manifestants à Kinshasa. Plusieurs ambassades, dont celles du Rwanda et de France, ont été attaquées mardi à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), par des manifestants dénonçant le conflit dans l'est du pays, ont affirmé des sources diplomatiques. Les ambassades du Rwanda, de la France, de Belgique, d'Ouganda, du Kenya, ainsi que des États-Unis ont été ciblées. De la fumée s'échappe du bâtiment de la représentation française, a constaté une journaliste de l'AFP. Des pillages et des dégradations ont été signalés dans plusieurs d'entre elles. Un incendie a été signalé dans

les bureaux de l'ancienne ambassade du Rwanda, qui est fermée actuellement. De même source, on précise que les manifestants n'ont pas pénétré à l'intérieur des enceintes diplomatiques. Selon un journaliste de Reuters, la police congolaise a fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser des protestataires, notamment devant l'ambassade d'Ouganda. Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a qualifié d'« inadmissibles » les attaques survenues mardi matin à l'ambassade de France à Kinshasa. « L'ambassade de France à Kinshasa a été attaquée ce matin par des manifestants, qui ont provoqué un incendie désormais maîtrisé. Ces attaques sont inadmissibles. Tout est mis en œuvre pour assurer la sécurité de nos agents et ressortissants », a écrit sur X le chef de la diplomatie française.

12h35 : Des manifestations éclatent à Kinshasa contre la situation à Goma. Des rassemblements dans plusieurs endroits de la capitale congolaise Kinshasa ont vu le jour : dans les communes de Limete, Kitambo et surtout la Gombe, le centre administratif de Kinshasa, rapporte notre correspondante à Kinshasa, Paulina Zidi. Les manifestants se sont dirigés vers plusieurs ambassades, des magasins, des restaurants ont aussi été pris pour cible. Ils font part de leur colère après les derniers évènements dans l'Est. Ils dénoncent la passivité de la communauté internationale. Les activités en ville sont quasiment suspendues, peu de véhicules circulent depuis ce matin. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Jacquemain Shabbani a lancé un appel au calme aux manifestants, sur la radio Top Congo : « Que chacun rentre chez lui, votre colère a été exprimée et entendue, concentrons-nous sur l'essentiel : la défense de notre patrie. » Même message du côté du ministre de la Communication Patrick Muyaya, qui a appelé au calme. On attend désormais une prise de parole du président Félix Thisekedi. Sa prise de parole avait été annoncée lundi soir par le président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe à la sortie d'une réunion « inter institutionnelle ». Mais aucune information n'a été donnée sur quand le président congolais fera son intervention.

12h50 : À Goma, « il y a encore beaucoup de tirs, y compris à l'arme lourde, il y a beaucoup de cadavres dans les rues », déplore un responsable de l'ONU. À Goma, « la situation est très grave, extrêmement volatile, il y a encore beaucoup de tirs, y compris à l'arme lourde, il y a beaucoup de cadavres dans les rues, beaucoup de personnes tués », a fortement déploré Bruno Lemarquis, représentant spécial adjoint de l'ONU en RDC, coordonnateur des opérations humanitaires, dans un entretien à RFI. « Les services de base à Goma sont toujours très gravement perturbés, l'eau, l'électricité... les hôpitaux sont débordés, donc ils n'arrivent plus à gérer l'afflux des blessés, déplore-t-il. Simplement, lundi, dans l'hôpital principal pour gérer les cas graves, y a 256 blessés, des blessés par balles, des blessés par éclats, éclat d'obus, donc beaucoup de blessés graves. Ce matin donc, on nous a rapporté beaucoup de pillages des agences humanitaires des États-Unis. Il y a des pillages de nourriture, de vivres d'urgence et de stock de médicaments. »

13h45 : L'Allemagne annule des réunions avec le Rwanda sur l'aide au développement. L'Allemagne a mis mardi sur pause des discussions avec le Rwanda sur son aide au développement, exigeant du pays africain et de ses alliés du M23 qu'ils retirent leurs forces de l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le ministère allemand du Développement et de la Coopération économique a indiqué à l'AFP avoir annulé des « consultations gouvernementales » prévues pour février avec le Rwanda, sans préciser quels étaient les participants. « Dans l'escalade (de la situation) actuelle, il ne peut pas y avoir de "'business as usual" », a dit un porte-parole du ministère allemand. « Les discussions sur la coopération et l'aide au développement ne pourront reprendre que lorsque le Rwanda et le M23 auront mis fin à l'escalade et se seront retirés » de l'est de la République démocratique du Congo, a-t-il dit. « Le ministère allemand de la Coopération économique se concerte actuellement avec d'autres donateurs sur les conséquences à tirer », a-t-il ajouté, sans donner davantage de précision.

14h25 : Le Kenya condamne l'attaque de son ambassade par une « foule déchaînée ». Le Kenya a condamné mardi l'attaque de son ambassade à Kinshasa par une « foule déchaînée » qui protestait contre la violence dans l'est de la République démocratique du Congo. « Le Kenya est profondément préoccupé par les attaques contre les bureaux et le personnel de notre ambassade à Kinshasa », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Musalia Mudavadi. Ce dernier a également affirmé que l'ambassade de l'Ouganda a également été attaquée. La population manifeste à Kinshasa, mardi 28 janvier 2025, contre l'avancée à Goma des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda.

15h05 : L'Union africaine « exhorte le M23 à déposer les armes »

L'Union africaine a exhorté mardi les combattants du M23 « à déposer les armes » dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où le groupe armé et des troupes rwandaises livrent de violents combats à l'armée congolaise dans la ville de Goma. Le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA, qui s'est réuni d'urgence après une intensification des combats à Goma, a « condamné les violences du M23 », tout en l'appelant à « déposer les armes », a plaidé sur X le commissaire aux Affaires politiques de l'Union africaine, le Nigérian Bankole Adeoye.

16h05 : Des Gomatriciens gagnent un campement de déplacés de l'autre côté de la frontière, à Rugerero, près de la ville rwandaise de Gisenyi, pour fuir les combats

Alors que le groupe armé du M23 soutenu par l'armée rwandaise est présent dans une grande partie de la ville de Goma, de nombreux réfugiés ont traversé la frontière pour gagner la ville rwandaise de Gisenyi, où un campement a été installé.

La Grande Barrière, le poste-frontière principal entre les deux villes, a rouvert mardi 28 janvier au matin pour laisser passer les réfugiés venant de Goma, rapporte notre envoyée spéciale à Gisenyi, Lucie Mouillaud. À la mi-journée, les autorités rwandaises avaient enregistré l'arrivée de plus de 1 200 personnes, des déplacés qui ont ensuite été amenés à Rugerero, à moins d'une dizaine de kilomètres de la ville. Des tentes y ont été installées sur un terrain vague pour l'enregistrement et les soins des blessés. La plupart des réfugiés ayant parlé à RFI disent avoir tenté leur chance vers la

frontière malgré les nombreux échanges de tirs tôt ce matin. Une course dans la panique et dans des rues désertées de Goma. Beaucoup disent avoir vu des blessés et des morts sur le chemin, certains ont perdu des membres de leur famille dans le désordre et les recherchent désormais dans le camp de déplacés du côté rwandais de la frontière. Depuis le milieu de la matinée, les échanges de tirs se sont largement calmés du côté rwandais de la frontière : ce ne sont que quelques détonations sporadiques qui retentissent à Gisenyi. L'accalmie a permis la reprise des activités dans la ville et la réouverture des commerces.

18h00 : Un calme précaire cet après-midi à Goma. À Goma, la situation était plus calme cet après-midi : les tirs d'artillerie et d'armes lourdes qui résonnaient dans la ville ce matin se sont finalement tus dans l'après-midi. Les habitants ont pu sortir pour tenter de trouver des provisions. Beaucoup commencent déjà à manquer de nourriture, ont prévenu les acteurs humanitaires, qui estiment que les prochaines 24 h seront « cruciales ». Des cadavres étaient visibles dans les rues de la ville et les hôpitaux qui ont fait face à un afflux de blessés ont aussi reçu des corps sans vie.

19h00 : Au Rwanda, des réfugiés choqués par les combats à Goma. Environ 1200 réfugiés ont été accueillis dans un centre au Rwanda, à une dizaine de kilomètres de la frontière, dans la localité de Rugerero. Sur le terrain qui sert de centre d'accueil, les réfugiés arrivent par centaines en bus et en camions. Destin Nkela, 24 ans, n'a pu prendre qu'un sac à dos avec lui en quittant Goma, rapporte notre correspondante sur place, Lucie Mouillaud. Avec ses amis, il a préféré tenter sa chance dans la matinée malgré les échanges de tirs encore en cours : « Près de nous, il y avait vraiment des voisins qui sont morts, on vient de laisser des cadavres dans le quartier, des jeunes blessés. Alors, on s'est dit, au lieu d'attendre que ça nous tombe dessus, il faut vraiment prendre notre destin en main et essayer un peu de partir coûte que coûte. C'est un désastre. Il y a vraiment des choses horribles, y a des cadavres, on passe sur des cadavres, y a vraiment des choses pas vraiment bonnes à voir. » Certains venus avec des matelas, des couvertures, et beaucoup d'affaires. Pour rejoindre la frontière, Akilimali Luck, habitant de Bukavu en visite à Goma, avait rejoint un large groupe pour traverser la ville : « On s'était dit : trop, c'est trop, il ne fallait pas qu'on reste ici, (...) le centre-vil... un champ de bataille. On s'était dit, mais c'est trop dangereux, il faut qu'on se déplace un tout petit peu, voir ce qu'on peut faire. Où est-ce qu'on peut aller, où est-ce qu'on peut se faire réfugier ? Courir et puis du coup, on était arrivé à la frontière. Fort heureusement, on nous a accueillis sans aucun problème. »

19h18 : Les États-Unis appellent leurs ressortissants à quitter la RDC. Le communiqué de l'ambassade américaine à Kinshasa déclare : « En raison d'une augmentation de la violence dans la ville de Kinshasa, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa conseille aux citoyens américains de s'abriter sur place et de partir ensuite en toute sécurité tant que des options commerciales sont disponibles. L'aéroport de N'Djili à Kinshasa reste ouvert aux vols commerciaux. Nous encourageons les citoyens américains à quitter le pays par des vols commerciaux lorsqu'ils se sentent en mesure de se rendre à l'aéroport en toute sécurité. » Elle précise que l'ambassade américaine est fermée au public « jusqu'à nouvel ordre. »

19h40 : L'Union européenne qualifie les attaques contre les ambassades d'« inacceptables » La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, a qualifié ce mardi d'« inacceptables » les attaques visant plusieurs ambassades en République démocratique du Congo. « La violence à Kinshasa aujourd'hui est profondément troublante », a-t-elle dénoncé sur le réseau social Bluesky, appelant à ce que la « protection des populations civiles et du personnel diplomatique » soit garantie.

20h25 : Les manifestations à Kinshasa en soutien à Goma reportées. Après l'attaque de plusieurs ambassades dans la capitale ce mardi, les manifestations en soutien à l'est du pays prévues ce mercredi 29 janvier à Kinshasa sont reportées. C'est une annonce mardi soir du gouverneur de la province, Daniel Bumba, qui ne parle pas d'annulation mais bien d'un report des marches à une date ultérieure qui n'est pas encore fixée, rappelle notre correspondante dans la capitale, Paulina Zidi. Dans la ville, des magasins, des restaurants ainsi que des habitations ont aussi été pris pour cible par des manifestants qui dénoncent « l'inaction », la « complicité » de la communauté internationale après les derniers évènements dans l'Est. Le gouvernement congolais a exprimé ses regrets aux missions diplomatiques touchées et a assuré avoir pris des mesures pour garantir leur protection.

20h40 : Les services de base perturbés à Goma. Plus tôt dans la journée, Bruno Lemarquis, représentant spécial adjoint de l'ONU en RDC, coordonnateur des opérations humanitaires, dans un entretien à RFI a déploré que « les services de base à Goma sont toujours très gravement perturbés, l'eau, l'électricité... les hôpitaux sont débordés, donc ils n'arrivent plus à gérer l'afflux des blessés. » Une photo de l'AFP confirme ces problèmes d'accès à l'eau. Des habitants quittent leurs maisons pour aller chercher de l'eau au lac Kivu alors que les combats s'apaisent à Goma, le 28 janvier 2025.

21h03 : L'Allemagne suspend son aide au développement pour le Rwanda. La poussée du M23 dans l'Est de la République démocratique du Congo suscite diverses condamnations au sein de la communauté internationale. L'Allemagne a par exemple décidé de suspendre son aide au développement au Rwanda, rapporte notre correspondant à Berlin, Pascal Thibault. Pour le ministère du Développement allemand, les discussions sur la coopération avec le Rwanda ne pourront reprendre que lorsque Kigali et le M23 « auront mis fin à l'escalade et se seront retirés de l'est de la République démocratique du Congo ». Lors de négociations bilatérales à l'automne 2022, Berlin s'était engagé à verser une aide au développement de près de 100 millions d'euros au Rwanda entre 2022 et 2024. Le ministère des Affaires étrangères a par ailleurs qualifiée la poussée du M23 dans Goma de « violation flagrante du droit international qui sape les efforts de paix » et a appelé au retrait des combattants et pour un libre accès de l'aide humanitaire.

22h05 : La Première ministre congolaise rencontre l'ambassadeur de France. La Première ministre congolaise Judith Suminwa Tuluka accompagnée du Vice-Premier ministre Shabani Lukoo et de la Vice-Ministre des Affaires étrangères de RDC Gracia Yamba Kazadi a rencontré l'ambassadeur de France en RDC, Rémi Maréchaux dans la journée pour exprimer le soutien du gouvernement congolais après les attaques contre plusieurs ambassades durant la journée.

22h20 : Récits de réfugiés au Rwanda : « On a décidé de venir ici voir s'il y aura un chemin pour arriver de l'autre côté du pays à Bukavu ». Ce mardi, plus de 1 000 réfugiés qui ont fui les combats dans la ville de Goma ont été accueillis dans un centre au Rwanda dans la localité de Rugegero à une dizaine de kilomètres de la frontière. Assis à proximité des tentes pour les blessés, Julius Africa cherche à retrouver ses proches perdus dans la panique de la fuite de Goma. « Je suis parti avec ma famille, ma sœur, ma nièce, mais maintenant, je ne sais pas où ils sont, explique-t-il au micro de notre envoyée spéciale à Gisenyi, Lucie Mouillaud. Quand la dernière bombe est tombée autour de nous, tout le monde s'est séparé. Je ne sais pas où ils sont maintenant, s'ils sont en chemin, s'ils sont restés là-bas, je ne sais pas. » De nombreux camions et bus arrivent tout au long de la matinée dans le camp pour déposer les derniers réfugiés arrivés. Si certains ont amené matelas et couverture, dans la précipitation, Donstone Ntabala n'a presque rien emporté : « Il y a des bombes qui tombaient dans le quartier, qui blessaient même des voisins, on n'a pas eu trop le choix, on a décidé de sortir, malgré les balles, malgré les tirs. Il y avait des victimes, des gens qui sont blessés, il y avait même des morts, on ne pouvait rien y faire. » Pour l'instant, plus de 1 200 réfugiés sont accueillis à Rugerero. Mais pour beaucoup, le Rwanda n'est qu'une première étape sur la route : « Il n'y avait pas d'autres chemins à Goma. Le lac, il y avait les rebelles de l'autre côté, le seul chemin qu'il y avait, c'est le Rwanda. On n'avait pas trop le choix, on a décidé de venir ici voir s'il y aura un chemin pour arriver de l'autre côté du pays à Bukavu. C'est ça le plan. » Les autorités se préparent à des arrivées très nombreuses de réfugiés. Le centre de Rugegero peut accueillir jusqu'à 12 000 personnes, et un autre site est en préparation.

22h30 : Plus de 500 000 déplacés depuis début janvier (ministre congolaise). « La situation humanitaire continue à se dégrader avec plus de 500 000 nouveaux déplacés supplémentaires dans les provinces du nord et du Sud-Kivu au mois de janvier uniquement », a indiqué Thérèse Kayikwamba Wagner lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette réunion est la deuxième en 48 heures du Conseil de sécurité à propos de l'aggravation de la situation à Goma. Tous les membres appellent à la désescalade, et seule la Russie n'arrive pas à nommer précisement la responsabilité du Rwanda dans les combats. La ministre des Affaires étrangères congolaise a aussi demandé d'exiger le retrait immédiat des forces rwandaises, la prise de sanctions contre les cadres de l'armée et du gouvernement rwandais, un embargo sur le coltan et l'or rwandais et la transparence autour des transferts d'armes au Rwanda. Elle prévient que le conflit pourrait se transformer en tragédie régionale sans action du Conseil de sécurité. Thérèse Kayikwamba Wagner a aussi rendu hommage aux quatre casques bleus sud-africains tombés à Goma. Les forces de défense rwandaises et leurs supplétifs du M23 ont franchi nos frontières, occupé nos villes et nos villages, chassé nos compatriotes de leurs foyers et instauré une administration parallèle en violation du droit international. Et ce, en violation des positions claires de ce Conseil. Jusqu'à quand le Rwanda continuera-t-il d'abuser de votre respect et de votre autorité ? Quel instrument international doit-il encore violer pour que ce Conseil prenne enfin les mesures nécessaires contre Kigali ? De la Charte des Nations Unies au droit international humanitaire aux droits de l'homme, en passant par les processus de paix de Luanda et de Nairobi, le Rwanda a prouvé que vos déclarations ne lui importent guère. Le Rwanda a frappé l'Afrique et l'Amérique latine en tuant des militaires sud-africains. Malawites et Uruguayens venus protéger les civils. Il a frappé ce Conseil en tuant des casques bleus de la Monusco. À quel seuil de catastrophe humanitaire et de violation flagrante de notre territoire devrez-vous enfin agir pour sanctionner les responsables du M23, les officiers rwandais et leurs complices ? Laisser cette crise s'enliser sous prétexte qu'elle serait un problème africain nécessitant une solution africaine revient à trahir l'esprit de solidarité internationale qui fait de cette organisation.

22h55 : Plus de 100 morts et près d'un millier de blessés à Goma, selon un décompte de l'AFP. Plus de 100 morts et près d'un millier de blessés ont été conduits dans les hôpitaux de la ville au cours des derniers jours, selon un décompte effectué par l'agence France presse (AFP), décompte établi à partir des bilans hospitaliers. Des chiffres qui traduisent la violence et l'intensité des combats depuis dimanche. Un bilan qui pourrait nettement s'alourdir, car, selon des témoins, de nombreux corps sans vie jonchent les rues de la ville. Les combats se sont peu à peu estompés mardi après une matinée où les tirs d'artillerie ont résonné au centre-ville et dans la zone de l'aéroport, zone où ont été aperçus des éléments du M23. Un calme précaire qui a permis aux habitants de sortir timidement dans les rues de Goma. Mais, la situation reste tendue. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (Ocha), des pillages de commerces, de bureaux, et d'entrepôts d'organisations humanitaires ont été signalés. La situation humanitaire reste très préoccupante, l'eau et l'électricité sont toujours coupées. Alors que l'aéroport, principal point d'entrée de l'aide, est fermé depuis dimanche. Mardi, le programme alimentaire alertait sur un possible manque de provisions de la population. « Les prochaines 24h seront cruciales », estimait mardi soir l'organisation onusienne.

23h26 : « Les hôpitaux de Goma sont totalement débordés et n'arrivent pas à accueillir le flux des blessés ». La situation toujours aussi floue à Goma, en RDC. La ville semble être tombée aux mains des rebelles du M23 épaulés par le Rwanda, mais les échanges de tirs avec l'armée congolaise se poursuivent. Situation militaire floue, situation humanitaire déjà catastrophique par contre. Depuis le début de l'année, les combats ont déjà fait plus de 500 000 déplacés. A Genève, Jérémie Lanche. 500 000 déplacés, dont 300 000 qui ont dû fuir dans la précipitation et en

quelques heures seulement les camps de déplacés de Goma et des alentours. Ce qui ne les a pas empêchés de se retrouver au milieu des combats, voire d'être pris délibérément pour cible : « Des viols ont été commis par les combattants, des pillages, y compris des pillages d'entrepôts ou est stockée l'aide humanitaire, ont aussi eu lieu. Les hôpitaux de Goma sont totalement débordés et n'arrivent pas à accueillir le flux des blessés », Jens Laerke est le porte-parole des affaires humanitaires de l'ONU. En un jour, un hôpital de la Croix-Rouge a par exemple vu arriver autant de blessés qu'en un mois, explique notre correspondant à Genève,Jérémie Lanche. La Croix-Rouge qui s'inquiète aussi de voir les combats se rapprocher d'un laboratoire médical particulièrement à risque. « Mais même sans la menace Ebola, le contexte est particulièrement propice à la propagation d'autres maladies, potentiellement mortelles, déclarePatrick Youssef, directeur régional pour l'Afrique du CICR. La rougeole a fait 155 morts en 2024 dans les deux Kivu. Le choléra a fait 59 morts. Et le Mpox est déclarée, à nouveau, urgence sanitaire de portée mondiale depuis l'été dernier. »
23h40 : La Chine espère que le Rwanda entendra les appels à ne plus soutenir le M23. L'ambassadeur chinois à l'ONU a appelé mardi le Rwanda à entendre les demandes qui se multiplient de ne plus soutenir le groupe armé M23, engagé dans des combats contre l'armée congolaise dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). « La Chine exige que le M23 cesse toute hostilité et batte en retraite de Goma et des autres zones occupées. La Chine espère que le Rwanda entendra l'appel de pays africains et du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, il faut cesser de soutenir le M23 d'un point de vue militaire et il faut procéder à un retrait immédiat de toutes les forces militaires du territoire de la RDC », a déclaré Fu Cong lors d'une réunion du Conseil de sécurité.
01h35 : Le chef de la diplomatie américaine appelle à un « cessez-le-feu immédiat » en RDC lors d'un appel avec Paul Kagame. Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio a appelé mardi à un « cessez-le-feu immédiat » en République démocratique du Congo où la principale ville de l'est du pays est largement aux mains du groupe armé antigouvernemental M23 et des troupes rwandaises. Lors d'un appel avec le président rwandais Paul Kagame, le nouveau secrétaire d'Etat américain a « exhorté à un cessez-le-feu immédiat dans la région et à ce que toutes les parties respectent l'intégrité territoriale souveraine » de la RDC, a indiqué le département d'Etat dans un communiqué. (**RFI**)

Mercredi 29 janvier.

Le gouverneur de Kinshasa interdit les manifestations publiques dès ce mercredi. Il a pris cette décision quelques heures après l'organisation par la population, des manifestations publiques qui ont causé des dégâts matériels énormes, avec notamment des attaques ciblées contres certaines ambassades accréditées en RDC, dont l'ambassade des USA, de la France, du Kenya, de l'Ouganda, de l'Afrique du Sud et Rwanda. L'autorité provinciale dit vouloir préserver l'ordre public et éviter l'extension des actes condamnables.

Le général-major Evariste Somo Kakule nommé gouverneur militaire du Nord-Kivu. « Par ordonnance présidentielle du mardi 28 janvier, le général-major Evariste Somo Kakule, est nommé gouverneur militaire du Nord-Kivu ». Il succède au général-major Peter Cirimwami Nkuba, décédé à la suite des blessures, alors qu'il a été atteint par balles au front. Le nouveau gouverneur du Nord-Kivu, était commandant de la 31ème Brigade de réaction rapide des Fardc, basée à Kindu dans la province du Maniema.

Les crépitements des balles baissent d'intensité à Goma. C'est depuis la veille au soir que des détonations ont cessé de résonner, à part quelques coups de feu sporadiques entendus tôt ce mercredi matin dans certains coins, notamment aux quartiers Katindo et Kasika. Les activités sociales et économiques restent toujours paralysées, et des scènes de pillages sont signalées notamment sur l'axe Goma-Sake au quartier Katindo où des maisons commerciales sont vandalisées. Des sièges de certaines ONG n'ont pas été épargnées. La circulation reprend timidement dans la ville. Selon la société civile, les personnes qui habitent dans des quartiers éloignés du lac, dont ceux de la commune de Karisimbi, ont du mal à prendre le risque de se déplacer à cause de la présence des rebelles du M23 dans la ville. Les rebelles du M23 sont perceptibles dans plusieurs coins stratégiques de la ville. L'électricité, l'eau et l'accès à internet restent coupés à Goma. ***SOS pour les hôpitaux de Goma en rupture d'intrants.*** Les hôpitaux et autres structures sanitaires de la ville de Goma sont débordés par les blessés et morts, victimes des combats. A l'hôpital général de référence de CBCA/Virunga, le Dr Michael Bolingo, affirme avoir enregistré entre mardi et ce mercredi plus de 140 blessés et une trentaine de décès. Il demande aux autorités et aux humanitaires de profiter de cette accalmie pour ravitailler les hôpitaux dont la plupart sont en rupture d'intrants. Marchés fermés

Le général de corps d'armée Ulisses De Mesquita Gomes du Brésil nommé commandant la Force de la Monusco. Il succède au commandant de la force par intérim, le général de division Khar Diouf, du Sénégal. Il traine 35 ans d'expérience en matière de réponse aux crises, de gestion des conflits et de maintien de la paix. Il est expert pour des questions opérationnelles, stratégiques et diplomatiques.

Le groupe armé M23 «va continuer» au-delà de Goma, dit un haut diplomate rwandais. Le fil de la journée
5h30 : Un nouveau gouverneur militaire dans le Nord-Kivu. On apprend la nomination dans la nuit d'un nouveau gouverneur militaire dans le Nord-Kivu. Il s'agit du général de brigade Somo Kakule Evariste. Il remplace le général

Major Peter Cirimwami qui a perdu la vie après avoir été blessé sur la ligne de front il y a quelques jours. La ville a connu un calme précaire hier mardi après-midi, après les combats du matin et de la veille. Mais, après 48 h de combats, le bilan humain apparaît très lourd. Un calme précaire qui a permis aux habitants de sortir timidement dans les rues de Goma pour se ravitailler. Mais la situation reste tendue. Selon le bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), des pillages de commerces, de bureaux, et d'entrepôts d'organisations humanitaires ont été signalés. Des sources humanitaires font état de nombreux abus, notamment d'agressions sexuelles perpétrées par des éléments armés, sans que l'on puisse avec certitude les identifier. La situation humanitaire reste très préoccupante, l'eau et l'électricité sont toujours coupées et l'aéroport, point d'entrée de l'aide, est fermé depuis dimanche. Le Programme alimentaire alertait hier sur un possible manque de provisions de la population. « Les prochaines 24 h seront cruciales », estimait hier mardi l'organisation onusienne.

6h : calme aussi au poste frontière de Gisenyi au Rwanda. Au niveau de la Grande Barrière, le poste frontière entre Goma et Gisenyi, il n'y a pas encore de mouvement ce matin, raconte notre envoyée spéciale, Lucie Mouillaud. Des bureaux d'enregistrement ont été préparés pour accueillir les réfugiés et plusieurs bus sont arrivés un peu plus tôt, mais le principal poste-frontière n'a pas ouvert à l'horaire habituel de 6 h ce matin. Hier matin, plus de 1 200 personnes venant de Goma avaient franchi la frontière, fuyant les échanges de tirs et de mortiers dans la ville. Après deux journées de tensions, où des écoles et de nombreux commerces sont restés portes closes, la vie reprend dans la ville et les élèves doivent retrouver ce matin le chemin des salles de classe. Près de 700 habitants de Gisenyi qui vivent proche de la frontière sont toujours dans un camp de déplacés internes après les affrontements du début de semaine qui ont fait neuf morts au Rwanda, selon le dernier bilan des autorités.

6h20 : selon François Moreillon, « même la prise de Goma en 2012 n'avait pas atteint ce niveau de violence ». François Moreillon, chef de délégation du Comité International de la Croix Rouge (CICR) en République démocratique du Congo est notre grand invité international de RFI ce 29 janvier. Il fait le point sur la situation humanitaire.

6h30 : Félix Tshisekedi n'ira pas à Nairobi pour le sommet de l'EAC. Selon Giscard Kusema, directeur adjoint de la cellule de communication de la présidence de la République, le président Félix Tshisekedi suit de près l'évolution de la situation à l'Est du pays, mais il « n'a pas prévu de participer à la réunion convoquée par son homologue kenyan, William Ruto, sur les tensions dans cette région ». Le chef de l'État congolais s'adressera à la nation en début de soirée à travers un message radiotélévisé, diffusé en direct depuis ses bureaux de la Cité de l'Union africaine, à Kinshasa, ont précisé ses services. Des tirs sont entendus vers Katoyi et le camp militaire Katindo.

7h50 : Le Rwanda ne se rendra pas au sommet de l'EAC en cas d'absence d'autres acteurs-clé. Dans une prise de parole mardi, l'ambassadeur rwandais des Grands lacs Vincent Karega a affirmé que si les acteurs principaux de la crise à l'est de la RDC n'étaient pas présents à la réunion d'urgence de l'EAC, il n'y aurait pas de raison que le Rwanda s'y rende, rapporte notre envoyée spéciale à Gisenyi, Lucie Mouillaud. Une déclaration qui intervient après l'annonce de la présidence congolaise, informant que Félix Tshisekedi ne s'y rendrait pas.

9h20 : Le pape François déplore les violences, demande « l'arrêt le plus rapide possible de toute forme de violence»

Le pape François a déploré mercredi les violences qui touchent l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et a appelé à la fin des combats. « J'exhorte toutes les parties au conflit à s'engager en faveur de la cessation des hostilités et pour la sauvegarde des population civiles de Goma et des autres régions concernées par les opérations militaires », a-t-il dit à l'issue de l'audience générale. Il a également demandé « l'arrêt le plus rapide possible de toute forme de violence ».

9h55 : la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs appelle « au respect du cessez-le-feu d'août 2024 et à la reprise du dialogue entre la RDC et le Rwanda ». Après une réunion, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs appelle « au respect du cessez-le-feu d'août 2024 et à la reprise du dialogue entre la RDC et le Rwanda » dans un communiqué publié mercredi matin. « La CIRGL exprime sa profonde préoccupation face à l'escalade des tensions à l'Est de la RDC [sic]. Suite aux violents affrontements à Goma, nous appelons au respect du cessez-le-feu d'août 2024 et à la reprise du dialogue entre la RDC et le Rwanda », a-t-elle écrit sur X, en publiant le communiqué.

10h15 : Tirs sporadiques dans des quartiers périphériques de Goma. Les rebelles du M23, soutenus par les forces rwandaises, semblent consolider leurs positions à Goma. Seuls quelques coups de feu sporadiques dans des quartiers périphériques de la principale ville de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ont été entendus mercredi matin, selon des habitants. « On peut entendre des coups de feu sporadiques dans les environs. Ce sont certainement des wazalendo », a déclaré un habitant du quartier de Majengo, dans le nord de Goma, en faisant référence aux miliciens alliés depuis 2022 aux forces gouvernementales congolaises.

11h35: Le groupe armé M23 « va continuer » au-delà de Goma, selon un haut diplomate rwandais. Le groupe armé M23 « va continuer » d'avancer dans l'est de la RDC, voire au-delà de Goma, dont il contrôle une grande partie avec les forces rwandaises, a déclaré mercredi à l'AFP un haut diplomate rwandais. « Ils vont continuer dans le Sud-

Kivu, parce que Goma (capitale du Nord-Kivu, NDLR) ne peut pas être une fin en soi, à moins qu'entre-temps ils ne négocient avec le gouvernement de Kinshasa, ce dont je doute », a déclaré Vincent Karega, ambassadeur itinérant du Rwanda pour la région des Grands lacs.

12h35: Un calme précaire règne à Goma, Kinshasa sous haute tension après les manifestations. Les tirs entendus ce matin à Goma ont cessé, laissant place à un calme précaire dans la ville. Cependant, la situation humanitaire reste critique : l'eau courante et l'électricité sont toujours coupées, et le signal de l'antenne provinciale de la Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) demeure hors service. À Kinshasa, la tension reste palpable après les manifestations violentes de mardi, devant plusieurs ambassades. Ce matin encore, de la fumée s'échappait de la toiture de l'ambassade de France, conséquence de l'incendie provoqué par les manifestants, rapporte notre correspondant à Kinshasa, Patient Ligodi. Ce matin encore, certains quartiers de la capitale connaissaient des tensions sporadiques. La police a renforcé sa présence, notamment devant l'ambassade de Belgique et celle des États-Unis. Dans certains quartiers, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants. Certains vols vers l'Europe ont été annulés, tandis que certains ressortissants étrangers ont préféré quitter la capitale par le port de Beach Ngobila, direction Brazzaville. À Goma, le calme est revenu, mais la situation reste dramatique. Les tirs entendus ce matin ont cessé, mais les hôpitaux continuent d'accueillir des blessés, et les morgues ne désemplissent pas. Devant l'hôpital Charité, par exemple, un homme effondré raconte avoir perdu sept membres de sa famille, dont trois corps ont été retrouvés. D'autres familles parcourent la ville à la recherche de proches disparus. Dans plusieurs quartiers, des combattants du M23 sont visibles et la psychose persiste. Les commerces qui avaient rouvert dans la matinée ferment à nouveau, par crainte de nouvelles violences. Pendant ce temps, la télévision nationale a confirmé une prise de parole du président Félix Tshisekedi ce mercredi.

13h35: À Kinshasa, la dévastation dans les chancelleries après les manifestations. Dans la capitale Kinshasa, la situation est devenue relativement calme ce matin après les manifestations de mardi. Des nouveaux rassemblements prévus mercredi ont été reportés à une date ultérieure, a annoncé le gouverneur de Kinshasa. Les rassemblements, contre l'offensive du groupe armé M23 sur Goma, dans le Nord Kivu, se sont transformés en attaques et pillages de certaines chancelleries. Au lendemain, les dégâts étaient considérables, rapporte notre envoyée spéciale à Kinshasa, Alexandra Brangeon. ***À Kinshasa, une ville calme mais sous tension après les dévastations en raison des manifestations.*** Dans la capitale Kinshasa, la situation est devenue relativement calme ce matin après les manifestations de mardi. Des nouveaux rassemblements prévus mercredi ont été reportés à une date ultérieure, a annoncé le gouverneur de Kinshasa. Les rassemblements, contre l'offensive du groupe armé M23 sur Goma, dans le Nord Kivu, se sont transformés en attaques et pillages de certaines chancelleries. Le centre-ville de Kinshasa était marqué par une absence de passants dans les rues. De nombreux magasins, notamment les grandes enseignes, sont fermées. Quelques rassemblements ont toutefois été signalés ce matin, près de la gare centrale et du rond-point Kin Mazière. Ils ont toutefois été rapidement dispersés par la police congolaise. Dans le centre, le passage des manifestants est visible. À l'ambassade de France, il y a des impacts de pierres sur le portail. Une entrée secondaire a été incendiée, les portes vitrées brisés. Ce matin, une équipe était en train de murer cette entrée. Sur le mur extérieur de l'ambassade, l'on pouvait lire des inscriptions comme « Macron tue au Congo » ou « Vous nous avez trahis depuis longtemps ». Une dizaine de policiers et militaires congolais sont d'ailleurs déployés devant le bâtiment. Les ambassades de l'Ouganda et du Kenya étaient parmi les plus endommagées. Car les manifestants ont pu pénétrer dans ces deux chancelleries. Toutes les vitres sont cassées, les bureaux ont été pillées, des ordinateurs ont été emportés et des documents jonchent le sol. Plusieurs voitures ont également été incendiées. L'ambassade de Congo-Brazzaville a également été visée. Les manifestants n'ont pas pu pénétrer dans l'enceinte, mais ont jeté des pierres sur la façade : toutes les vitres ont été brisées. Certaines pierres ont d'ailleurs atterri sur le bureau de l'ambassadeur. « Heureusement l'ambassadeur n'était pas présent », confiait tout a l'heure un diplomate en poste. L'ancienne ambassade du Rwanda a également été visée.

14h10 : l'Angola appelle au « retrait immédiat » des troupes rwandaises.

22h45 : Félix Tshisekedi appelle à la résistance et annonce qu'une riposte « est en cours ». C'est la première fois que le président congolais s'exprime depuis l'offensive rebelle de ces derniers jours à l'est du pays, à Goma. Lors d'une audience à la nation, le président congolais a déclaré que ces « attaques sont une offense à notre histoire » et qu'« une riposte vigoureuse est en cours », rapporte notre correspondant à Kinshasa, Patient Ligodi. Un discours offensif, prononcé sur un ton grave et solennel. Félix Tshisekedi est apparu déterminé, dans une posture de chef de guerre. Félix Tshisekedi a aussi insisté sur l'option diplomatique : « Nous avons engagé d'importantes démarches. Nous privilégions la voie du dialogue ». Lunettes bien vissées, chemise kaki boutonnée jusqu'au col, le chef de l'État a appelé à la mobilisation générale. « Ce combat est celui de tout un peuple. Dans nos territoires, unissons nos efforts », a-t-il dit. Il a également annoncé le déclenchement d'un plan d'urgence humanitaire et exhorté la population à résister avec courage et à garder son calme. Sur le plan sécuritaire, il a assuré que des mesures ont été prises. « Nous ne sommes pas restés inactifs », s'est-il défendu. Et d'ajouter : « Le dispositif sécuritaire a été renforcé ». Félix Tshisekedi a aussi rendu un hommage appuyé aux militaires et aux combattants morts au front : « Je salue le courage de nos forces armées, de nos wazalendo, de nos casques bleu et des soldats tombés au champ d'honneur ». Le président congolais a de nouveau pointé du doigt le Rwanda, dénonçant la présence de milliers de soldats rwandais sur le sol congolais et qualifiant le M23 de « pantin ». Il a dénoncé « une violation flagrante de la charte des Nations unies » et « un affront aux valeurs universelles ». « La passivité frôle la complicité, a-t-il lancé, nous nous battrons ». Il a aussi annoncé des mesures

économiques, notamment l'instruction donnée au gouvernement pour la réduction du train de vie des institutions et un appel au secteur privé pour soutenir l'effort de guerre. Enfin, il a fait appel à l'enrôlement des jeunes dans l'armée et de conclure : « la RDC ne pliera pas. Je ne vous abandonnerai jamais ». (**RFI**)

L'excédent mondial de cobalt fait plonger les prix toujours plus bas. Le cobalt, métal clé des batteries, n'était pas tombé si bas depuis 2016. Les raisons de cette baisse sont à chercher en RDC, où le groupe chinois CMOC annonce une production aussi importante cette année qu'en 2024. Une production de 110 000 à 120 000 tonnes de cobalt, c'est ce que le chinois CMOC annonce pour cette année, soit l'équivalent des volumes de 2024 (114 000 tonnes), l'année où le groupe a produit bien plus qu'il ne visait initialement, à la surprise de nombreux acteurs : l'ambition annuelle du minier avait été atteinte en neuf mois au lieu de douze, grâce à la montée en puissance de deux mines en RDC, premier pays fournisseur de cobalt au monde. ***Un marché sur-approvisionné.*** Ces derniers jours, ils ont atteint leur plus bas depuis 2016, car en plus de cette production minière « structurellement excédentaire » pour reprendre les mots de Jim Lennon, analyste du groupe Macquarie, le marché fait face à une demande qui continue de décevoir malgré la hausse des besoins dans le secteur des batteries, et dans celui de l'électronique portable, une hausse estimée à 8% selon l'Institut du cobalt qui représente l'industrie. L'évolution des technologies pèse également sur les pronostics de croissance : le groupe CMOC s'est lui-même inquiété en fin d'année dernière de l'ampleur prise, en Chine, par les batteries lithium-fer-phosphate (LFP) qui ne contiennent pas de cobalt. Le développement de ces batteries « a exacerbé le problème d'offre excédentaire sur le marché du cobalt ». (**RFI**)

Agression rwandaise : Félix Tshisekedi lance une mobilisation générale et appelle à un enrôlement massif dans les rangs des Fardc. Le président congolais Félix Tshisekedi a prononcé, dans la nuit du mercredi 29 janvier, une adresse à la nation. Un discours très attendu et survenu quelques jours après d'intenses combats opposant l'armée congolaise aux forces rwandaises et aux rebelles du M23. Il a lancé un appel à la mobilisation générale : "J'appelle donc la nation entière hommes et femmes, jeunes et vieux, acteurs politiques, opérateurs économiques, membres de la société civile, confessions religieuses, artistes et sportifs à se mobiliser, à faire bloc derrière les Fardc et à contribuer, chacun à son niveau, à l'effort",
Le chef de l'État a également exhorté les jeunes congolais à rejoindre les rangs des Fardc afin de renforcer les capacités de l'armée et d'appuyer les efforts de pacification du pays. Dans ce discours d'une dizaine de minutes, Félix Tshisekedi a également annoncé une réduction urgente du train de vie des institutions afin de soutenir l'effort de guerre. Il a appelé le secteur privé à contribuer et a instruit le gouvernement de mettre en place une réponse humanitaire immédiate face à la crise qui s'enlise dans l'est du pays. (**Actualité.CD**)

Félix Tshisekedi cherche allié désespérément. Goma, la capitale du Nord-Kivu, est totalement contrôlée depuis mardi soir par le mouvement AFC/M23 et ses alliés. La communication est très compliquée avec Goma largement privée d'internet. Lors des rares échanges les Gomatraciens se plaignent d'être coupés du monde, de ne pas avoir accès ni à l'eau ni à l'électricité. Mais tous évoquent un retour au calme palpable dans la ville. L'ONG Médecins sans frontières confirme que depuis "ce mercredi matin, les combats semblent baisser d'intensité". L'ONG annonce "se préparer à faire entrer de nouvelles équipes en ville dès que possible", tout en expliquant que les équipes ont continué "de prendre en charge l'afflux de blessés à l'hôpital de Kyeshero alors que les affrontements armés et l'insécurité des derniers jours ont fortement réduit leur capacité d'action". Les nouveaux occupants se sont déployés militairement dans Goma. Ils ont géré à la mi-journée l'expulsion d'un peu plus de 300 mercenaires roumains qui avaient rendu les armes dès dimanche soir. Tous ont traversé la frontière du Rwanda où ils devaient embarquer dans des avions en direction de Bucarest. Les rebelles ont aussi rapidement installé un embryon d'administration dans la ville de plus de deux millions d'habitants. Mais la plus grande partie du contingent militaire s'est remise en route vers le sud en direction de Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, sans rencontrer d'opposition armée. ***Risque de coup d'État***. Dans les rangs de l'armée congolaise de vives tensions sont perceptibles depuis l'entrée des rebelles dans Goma. Certains services de renseignement occidentaux envisagent même la possibilité d'un coup d'État militaire dans la capitale congolaise. Plusieurs postes diplomatiques, États-Unis en tête, ont demandé à leurs ressortissants de quitter le pays tant que les vols commerciaux fonctionnent encore. Brussels Airlines a interrompu, une journée ses vols de et à destination de Kinshasa, mais a annoncé les reprendre mercredi soir, ce qui doit permettre de faciliter le départ des expatriés européens qui ont très mal vécu ce mardi, à Kinshasa, les attaques contre de nombreuses ambassades. D'autant plus que ce mouvement de colère, coordonné par les Forces du Progrès, la milice de l'UDPS, le parti présidentiel, s'est déroulé sous le regard complaisant voire complice, des forces de l'ordre congolaises. La crainte d'un coup de force militaire est renforcée par le silence du président Tshisekedi depuis le début de la semaine. Lundi, Vital Kamerhe, le président de l'Assemblée nationale, avait annoncé que le président de la République devait prendre la parole en fin de journée. Le discours a finalement été reporté au mardi matin, avec le même silence à la clé. Dans les coulisses de la présidence, ces silences s'expliquent par les tensions entre pouvoir politique et militaire. Certains responsables de l'armée n'ont pas caché leur colère face à la chute de Goma et à l'incapacité de leur institution de répondre à cette attaque. Des officiers supérieurs ont rappelé qu'ils avaient mis en garde contre la corruption qui sévissait au sein de la chaîne du commandement militaire, en particulier du côté des achats où des millions de dollars se sont évaporés, laissant les militaires démunis sur le terrain. ***La piste***

angolaise. Sur le plan diplomatique, de nombreux États ont répété leur demande de voir les troupes rwandaises quitter le territoire congolais, le M23 stopper sa progression et la reprise des négociations entre le Rwanda et la RDC. Une fenêtre de dialogue avait été ouverte ce mercredi à Nairobi. La présidence kényane, qui chapeaute actuellement la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (EAC) avait annoncé la venue de Paul Kagame et Félix Tshisekedi. Mais dès mardi, la présidence congolaise faisait savoir qu'elle ne se déplacerait pas. Félix Tshisekedi sait qu'il n'a rien à espérer de cette communauté qui a mal vécu de voir ses troupes, déployées dans l'est du Congo, contraintes, à la demande du pouvoir congolais, de plier bagage pour "manque de résultat" face à l'avancée des rebelles. L'EAC a aussi très peu apprécié le fait que Kinshasa, qui n'a payé aucune de ses cotisations annuelles (5 millions de dollars), a refusé de prendre la présidence de la communauté qui lui revenait cette année et qui a été reprise au pied levé par le Kenya. Félix Tshisekedi a préféré un saut de puce en Angola pour tenter d'obtenir le soutien du président Lourenço. L'Angola, même si elle a perdu de sa force de frappe, reste une puissance militaire qui compte en Afrique centrale. Luanda a joué un rôle crucial au côté de Kabila lors de la seconde guerre du Congo. Aujourd'hui, le président angolais voit d'un très mauvais œil l'avancée rwandaise au Congo. Mais si Luanda tente de peser diplomatiquement en faveur de Kinshasa, elle ne pourra s'impliquer militairement. Lourenço a été désigné médiateur dans la crise de la RDC par ses pairs de l'Union africaine et prendra dans quelques jours la présidente tournante de cette institution. Impossible dès lors de jouer la carte du soutien militaire à Félix Tshisekedi. Le pouvoir congolais se retrouve donc particulièrement isolé dans la sous-région. La voie des armes semble donc inenvisageable, reste donc la négociation politique avec les acteurs présents sur le terrain congolais ce que Tshisekedi a toujours refusé jusqu'ici. Un changement de cap sera donc interprété que comme un échec et sera difficile à accepter par sa base politique et encore plus par sa base ethnique encore plus radicale. (**La Libre Afrique**)

Jeudi 30 janvier.

Le courant rétabli dans les quartiers de la partie Sud de la ville de Goma, après cinq jours de black-out. Selon le chef de service de communication de Virunga Énergie, ce rétablissement intervient 24 heures après le début des travaux de réparation de ligne endommagée. « Nous venons de rétablir l'électricité sur une partie de notre réseau et nos équipes continuent de faire le tour du réseau pour voir là où il y a eu des soucis et réparer pour rétablir l'électricité sur l'ensemble du réseau. Peut-être demain on aura fini le travail et tout le monde aura le courant ».

Le gouverneur du Sud-Kivu suspend toute navigation sur le lac Kivu. Cette mesure s'applique à toutes les embarcations, qu'elles servent à pêcher ou à transporter des personnes ou des marchandises. Elle vise à protéger la population et assurer la sécurité sur le lac Kivu face à la menace du mouvement insurrectionnel M23, soutenu par le Rwanda. Il s'agit aussi de prévenir tout cas suspect d'infiltration entre les villes de Bukavu et Goma à travers les embarcations sur le lac Kivu.

L'EAC appelle à un dialogue direct entre Kinshasa et le M23. Cet appel a été lancé, le 29 janvier, au 24ème Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de l'EAC sur les récents développements dans l'Est de la République démocratique du Congo. « Le sommet a exhorté le Gouvernement de la RDC à dialoguer directement avec toutes les parties prenantes, y compris le M23 et les autres groupes armés qui ont des griefs », indique le communiqué final. La tripartite entre les présidents congolais, Félix Tshisekedi, rwandais, Paul Kagame, et angolais, João Lourenço, prévue le 15 décembre 2024 à Luanda pour tenter de résoudre la crise dans l'Est de la RDC, avait été annulée. Ce raté faisait suite à l'incapacité de la RDC et du Rwanda à s'accorder sur un engagement en faveur de pourparlers directs entre Kinshasa et la rébellion du M23; une condition exigée par Kigali mais fermement rejetée par Kinshasa.

Guerre d'agression : mise en place d'une caisse de solidarité en faveur des victimes. « Les entreprises de l'Etat réaffirment leurs engagements patriotiques. Elles s'alignent derrière nos forces armées et nos résistants Wazalendo et apportent leur soutien aux populations affectées par l'agression dont la RDC est victime ». Cette mobilisation des entreprises publiques intervient au lendemain de l'appel du Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, invitant tous les Congolais à se lever pour défendre leur pays.

Félix Tshisekedi sort de son silence. « La première prise de parole publique du président de la RDC se faisait attendre », pointe Le Monde Afrique, depuis l'offensive sur Goma du M23, au côté de troupes rwandaises. « Après avoir annulé une réunion de crise avec le président rwandais Paul Kagame, le chef de l'État congolais s'est enfin exprimé, hier, dans une allocution retransmise en direct à la télévision. "Une riposte vigoureuse et coordonnée contre ces terroristes et leurs parrains est en cours", a affirmé Félix Tshisekedi. "L'est de notre pays, en particulier les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, fait face à une aggravation sans précédent de la situation sécuritaire", a-t-il ajouté. Selon lui, les violences risquent de conduire "tout droit à une escalade" dans la région des Grands-Lacs ». Et de fait, les rebelles du M23 ne semblent pas se contenter de Goma. Ils se dirigeraient maintenant vers le Sud-Kivu et sa capitale Bukavu. En fait, analyse Afrikarabia, site spécialisé sur la RDC, « acculé militairement et diplomatiquement, Félix Tshisekedi essaie de ne pas perdre la main politiquement, et de gagner les cœurs des Congolais. Le président a essentiellement surfé sur la

fibre patriotique et de l'unité nationale. "Unissons nos efforts, a-t-dit (…) Mobilisons-nous (…) Nous gagnerons cette guerre par notre unité (…) Je ne vous abandonnerai jamais, j'en fais le serment" ». ***« Loin d'être rassurant… »*** Toutefois, c'est un peu tard… s'exclame WakatSéra au Burkina Faso : « le ver est déjà bien dans le fruit. (…) Incompréhensible et inquiétant : c'est seulement maintenant que Félix Tshisekedi dénonce la torpeur de la communauté internationale et appelle son peuple à la résistance!» « Tshisekedi loin d'être rassurant », renchérit Ledjely. « Le plus étonnant dans ce discours à la Nation, pointe le site d'information guinéen, c'est l'invitation qu'il lance en faveur de la réduction du niveau de vie des institutions pour soutenir l'effort de guerre. Pourquoi n'y a-t-il pas pensé plus tôt ? », s'interroge Ledjely. « N'est-ce pas là une des causes de la défaite d'aujourd'hui ? En effet, l'autre mal de la RDC, ce sont des institutions et une élite qui dévorent le budget sur le dos des populations pauvres. Si les troupes congolaises, mal équipées et pas du tout motivées, ont capitulé devant l'ennemi, c'est aussi l'explication. Mais curieusement, conclut le site guinéen, le président congolais ne s'en est souvenu qu'au lendemain de la défaite de son camp. Hélas ! » Et on revient à Afrikarabia qui donne des chiffres : « sur un budget de 16 milliards de dollars, le train de vie des institutions congolaises en consomme, en effet, plus de 67%. Une hérésie dans un pays qui manque de tout. Il aura donc fallu attendre la généralisation de la guerre à l'Est et la perte d'un quart du Nord-Kivu pour rendre l'État plus sobre… dans le cas où cette mesure serait réellement appliquée ». ***Kagame : des visions expansionnistes ?*** Quant au président rwandais, Paul Kagame, il montre son vrai visage, pointe L'Observateur Paalga. «Après avoir nié pendant longtemps, c'est à visage découvert que les Rwandais agissent désormais. La preuve : la déclaration de l'ambassadeur (rwandais) itinérant pour la région des Grands Lacs, Vincent Karega, qui a affirmé que la progression du M23 continuerait vers le Sud-Kivu. Les choses sont désormais claires. Est-ce Kagame qui a parlé par la bouche de Karega ? On doute fort qu'il prenne certaines libertés sans l'accord tacite du filiforme homme de Kigali ». Et L'Observateur Paalga de s'interroger : « le Rwanda, qui avait aidé les rebelles de Laurent Désiré Kabila à marcher sur Kinshasa pour chasser Mobutu Sese Seko, le Rwanda ambitionne-t-il d'entreprendre la même action avec toujours comme cheval de Troie une rébellion qu'il soutient à bout de bras ? » ***Le départ des mercenaires occidentaux.*** Enfin, Jeune Afrique nous révèle les coulisses de l'évacuation des mercenaires roumains qui combattaient à Goma aux côtés des Forces armées congolaises… « Ces mercenaires de la société Congo protection avaient d'abord assuré des missions de formation et d'aide à l'artillerie, avant de participer eux-mêmes à des combats sur le terrain ». Notamment « pour repousser le M23 lors de sa première offensive sur Saké, en mars 2023. (…) Lundi, alors que le M23 pénétrait dans Goma, les hommes de Congo Protection avaient rapidement abandonné le combat, affirme Jeune Afrique. Des négociations ont été ouvertes avec les rebelles afin de négocier leur reddition et leur évacuation vers la Roumanie, via Kigali ». Quant aux mercenaires français de la société Agemira, qui combattaient également aux côtés des Forces armées congolaises, on ne connait pas leur sort… (**RFI**)

Entretien Mgr Willy Ngumbi : « À Goma, la famine commence à se faire sentir » Abonnés. Alors que les forces rebelles du M23, alliées à des troupes rwandaises, contrôlent désormais la ville de Goma en RD-Congo, « il n'y a plus de moyens de s'approvisionner en nourriture et en médicaments », alerte Mgr Willy Ngumbi, l'évêque de Goma, joint par « La Croix International ».

La Croix International : Quelle est la situation actuelle à Goma, comment vont les populations et qui contrôle la ville ? Mgr Willy Ngumbi : Nous sommes actuellement dans l'angoisse à Goma. Alors que la ville est prise depuis trois jours en étau par les affrontements des belligérants, les habitants commencent à manquer de tout. Il n'est pas possible de s'approvisionner en nourriture ou en médicaments. Jusqu'à ces derniers jours, subsistaient encore quelques petits marchés ainsi que des étals dans les rues où l'on pouvait trouver de quoi manger. Désormais, il devient difficile de trouver le strict minimum pour vivre. Les populations sont très inquiètes par rapport à cette situation, et la famine se fait sentir. La ville de Goma a été prise par le M23. Ces hommes contrôlent la ville, même s'ils rencontrent des résistances de la part de certains militaires qui ne se sont pas rendus et des jeunes Wazalendo (groupe d'autodéfense). Nous continuons d'entendre le bruit des armes, voire d'armes lourdes dans certains quartiers. Dans le reste de la ville, le calme commence à revenir.

Comment l'Église vit-elle ce moment de graves violences ? L'Église appelle toujours à la paix, l'unité, la solidarité, la fraternité des enfants de Dieu. Nous appelons à être unis, à rester ensemble, qu'on soit catholiques, protestants, musulmans… ou d'autres confessions religieuses. C'est l'appel que nous avons toujours lancé. L'Église n'est pas visée en tant de que telle dans cette guerre, mais nous avons enregistré ce qu'on appelle des dégâts collatéraux. Une bombe est tombée dans notre hôpital, une autre est tombée dans la procure où vivent la plupart des prêtres de Goma. Dieu merci, nous n'avons pas déploré de pertes en vie humaine.

Une rencontre entre le président de RDC et du Rwanda était prévue mercredi 29 janvier, avant d'être annulée à la dernière minute par le premier. Que pensez-vous de ce genre de rencontres ? La rencontre entre nos deux présidents est très importante. D'ailleurs, la Conférence nationale des évêques du Congo (Cenco) et l'Association des conférences épiscopales du Rwanda, du Congo et du Burundi avaient déjà demandé que nos chefs d'États puissent se rencontrer pour se parler et pour voir ensemble comment résoudre ce problème. La situation à Goma n'est pas à isoler de toute la crise dans la région des Grands lacs. Il est important que nos autorités puissent se rencontrer, mais sans avoir d'agenda caché ! Il faut que les dirigeants se parlent ouvertement avec la volonté de trouver une solution à cette crise sécuritaire et humanitaire que nous affrontons aujourd'hui. Ce cycle de violences dure maintenant depuis plus de trois

décennies. Cette situation très complexe trouve des origines dans l'histoire de notre région, mais aussi dans des enjeux d'ordre économique. Le Congo jouit d'un sol riche, et, derrière les belligérants qui s'affrontent aujourd'hui sur notre territoire, il y a aussi des pouvoirs de la communauté internationale pour exploiter les minerais. Ce qui se passe au Congo doit donc être considéré dans un ensemble de conflits armés dans la région des Grands lacs (Congo, Burundi, Rwanda). Les évêques de cette région des Grands lacs ont toujours appelé à traiter la question comme problème global et ont souvent proposé des rencontres, des conférences.

Quelle pourrait être, selon vous, une solution à la situation actuelle, et comment l'Église peut-elle accompagner le processus ? La solution est à considérer à deux niveaux. D'abord, il y a l'urgence dans laquelle nous sommes aujourd'hui et les vies humaines à sauver. Il y a beaucoup de gens qui ont perdu la vie, dont des nouveau-nés. Il y a l'urgence d'arrêter la guerre, les violences, et faire en sorte que Goma retrouve la paix. Il faut venir en aide sur le plan humanitaire à cette population. Ensuite, il faut considérer le problème dans sa globalité et chercher plutôt à travailler à rechercher les conditions d'une paix durable dans la région des Grands lacs. Il faudra des pourparlers pour que cette région puisse retrouver la paix, la sécurité afin que les populations puissent vivre normalement.

Mercredi 29 janvier, lors de l'audience générale, le pape François a exprimé son « inquiétude » pour Goma et la RD-Congo. Comment recevez-vous son message ? Le message du Saint-Père a été très bien reçu ici. Ce que nous demandons, c'est qu'il soit entendu non seulement par la communauté internationale, mais aussi par les parties en conflit dans notre région, afin que cessent immédiatement la violence et la guerre dans la ville de Goma pour que les habitants puissent sortir et essayer de trouver de quoi vivre. (**La Croix**)

Corneille Nangaa : "si j'ai créé le monstre, je pense qu'il m'appartient de le défaire". Les patrons du mouvement antigouvernemental se sont exprimés depuis Goma. Corneille Nangaa et Bertrand Bisimwa, respectivement coordonnateur de l'Alliance fleuve Congo (AFC) et président du M23, se sont exprimés ce jeudi 30 janvier depuis un grand hôtel de Goma, la ville conquise en ce début de semaine. Les deux hommes ont notamment réexpliqué les raisons de leur combat et réaffirmé qu'ils comptaient "rester" dans la capitale du Nord-Kivu, tout en rappelant que l'objectif final restait Kinshasa et le renversement du pouvoir de Félix Tshisekedi. Nangaa, l'ancien patron de la Ceni, a martelé une fois encore que Félix Tshisekedi "n'a jamais gagné l'élection", avant d'ajouter "si j'ai créé le monstre, je pense qu'il m'appartient de le défaire"… Sur le terrain, Goma est définitivement entre les mains des troupes antigouvernementales. Le patron de l'AFC a annoncé que ses hommes multipliaient les efforts pour ramener l'eau et l'électricité dans une ville qui tente de panser ses plaies. Le bilan actuel des combats fait état de plus de 100 morts et de centaines de blessés. Les hôpitaux sont débordés, tandis que les nouveaux occupants ramassaient encore ce jeudi matins les cadavres dans certains quartiers de la ville où de très nombreux magasins ont été pillés. ***Cap sur Bukavu.*** Plus au sud, l'AFC/M23 poursuit sa progression en direction de Bukavu malgré l'opposition des militaires congolais. Jusqu'ici, les initiatives diplomatiques lancées pour tenter de régler le conflit qui dure depuis plus de trois ans n'ont rien donné. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui a des soldats déployés dans la région, a annoncé la tenue d'un sommet extraordinaire ce vendredi à Harare, au Zimbabwe. Selon le média sud-africain Daily Maverick, elle pourrait y annoncer un retrait de la SAMIRDC, sa force déployée depuis fin 2023. La SAMIDRC comprend notamment 2 900 soldats sud-africains, ainsi que des militaires malawites et tanzaniens. L'Afrique du Sud fournit également des soldats à l'autre force de maintien de la paix déployée en appui à Kinshasa, celle de l'ONU (Monusco). Les deux forces ont payé un lourd tribut aux affrontements de cette dernière semaine : 17 de leurs soldats, dont 13 Sud-Africains, y ont été tués. Selon plusieurs sources, le contingent sud-africain aurait perdu, à lui seul, plus de 20 soldats. Le président rwandais Paul Kagame a mis la pression jeudi sur la SAMIDRC en estimant qu'elle n'est « pas une force de maintien de la paix » et n'a « pas sa place dans cette situation ». Il a également prévenu l'Afrique du Sud qu'il n'avait pas peur d'une « confrontation » avec elle à ce sujet. ***La mission de la SADC sur le départ ?*** L'envoi de ce contingent sud-africain et le décès de plusieurs soldats suscitent de nombreux commentaires et de plus en plus de critiques fusent à l'égard du président Ramaphosa, tant au sein de son parti, l'ANC, qu'à l'intérieur de son gouvernement de coalition avec l'Alliance démocratique (DA) ou, évidemment, au cœur de l'opposition. Cyril Ramaphosa qui n'a pas su conserver la majorité absolue lors des dernières législatives, est déjà affaibli politiquement. La crise congolaise ne fait qu'exacerber cette chute. Les états membres de la SADC ne parlent pas d'une même voix dans le dossier de la mission en RDC. Le Zimbabwe, notamment, proche de l'ancien président congolais, n'a jamais caché ses réticences face à cette mission. La Zambie voisine, empêtrée dans une crise politique post-électorale et qui doit compter sur le déploiement d'une mission rwandaise dans sa province du Cabo Delgado, n'apparaît pas non plus comme un soutien déterminé à la mission en RDC, largement vue comme un déploiement de soutien au pouvoir de Félix Tshisekedi. Mercredi soir, les pays de la communauté des États de l'est de l'Afrique (EAC) ont appelé Kinshasa au dialogue avec le M23, ce qui apparaît comme un revers évident pour le président congolais. Un retrait de la mission de la SADC serait un second revers en deux jours et une preuve de l'isolement de Félix Tshisekedi sur la scène régionale. (**La Libre Belgique**)

Vendredi 31 janvier.

Bruno Lemarquis alerte sur la gravité de la situation humanitaire à Goma. Le coordonnateur humanitaire en RDC, Bruno Lemarquis a fait savoir qu'après plusieurs jours d'affrontements intenses entre les Forces armées de la RDC

(FARDC) et rebelles du M23, le chef-lieu du Nord-Kivu fait désormais face aux conséquences désastreuses avec des besoins humanitaires massifs et des capacités de réponse affectées. Il a souligné également que les infrastructures médicales sont actuellement débordées. « Entre le 23 et le 28 janvier, les hôpitaux de la ville, appuyés notamment par le MSF, le CICR et l'OMS, ont soigné plus de 1 000 blessés, dont une grande partie de civils victimes de tirs de balles et d'explosions d'artillerie lourde ». Le manque de médicaments, d'équipements et de personnel soignant met en péril la prise en charge des blessés, et augmente le risque de pertes humaines surtout que les services de base sont en grande partie paralysés. Il a également lancé la sonnette d'alarme sur le risque de maladies hydriques à cause de la consommation de l'eau non-traitée du Lac Kivu depuis la coupure d'électricité et de l'eau potable. Il redoute la résurgence des maladies comme le choléra et autres. Ce haut fonctionnaire de l'ONU regrette en outre le fait que des infrastructures humanitaires et des entrepôts ont été pillés, compromettant gravement la réponse humanitaire dans cette ville.

L'armée congolaise repousse une attaque du M23 à Kalehe, le 30 janvier. Ces violents combats se sont déroulés à moins d'une dizaine de kilomètres de Nyabibwe centre.

Guerre dans l'Est de la RDC : des partenaires internationaux envisagent des sanctions contre le Rwanda. Le Parlement européen, choqué par l'avancée du M23 soutenu par le Rwanda, a convoqué jeudi 30 janvier à Strasbourg, une session spéciale pour analyser la situation sécuritaire et humanitaire au Nord-Kivu. Le Bureau du Parlement européen a proposé aux eurodéputés des sanctions fortes à l'endroit de Kigali. Entre autres, la suspension du mémorandum Union européenne-Rwanda signé en février 2024 portant sur 5 domaines de collaboration. Il s'agit, notamment l'intégration de chaînes de valeur durable pour les matières premières et le soutien à la diversification économique, garantissant le bon fonctionnement et la durabilité de ces chaînes de valeur. Il suggère aussi de suspendre toutes les manifestations sportives internationales prévues cette année au Rwanda dans le souci d'utiliser ces pressions concrètes et obtenir la stabilité. Le représentant spécial de l'Union Européenne dans les Grands lacs, Johan Borgstam, a lui aussi recommandé des pressions robustes sur le Rwanda. ***Le ton ferme du Royaume Uni.*** Le Gouvernement britannique a exigé le retrait immédiat des forces rwandaises de l'Est de la RDC. Le Royaume-Uni dit envisager activement les prochaines étapes, aux côtés de ses partenaires internationaux, y compris la possibilité d'un réexamen de tout le soutien britannique au Rwanda.

Le Gouvernement définit des stratégies pour venir en aide à la population du Nord-Kivu et soutenir les Fardc. Le gouvernement a évoqué la nécessité de mobiliser l'ensemble de la population pour défendre l'intégrité territoriale du pays. Il a rappelé l'importance de l'unité nationale face à l'agression. Pour contribuer rapidement à l'effort de guerre, le Gouvernement a également décidé de réduire le train de vie des institutions publiques et de leurs acteurs. Le ministre du Portefeuille prévoit aussi d'impliquer les entreprises publiques dans cet effort collectif.

Dans les hôpitaux débordés à Goma, les blessés par balles et obus sont soignés à même le sol. Les hôpitaux font état de plus de 1 000 blessés civils dans les combats des derniers jours entre le M23 et l'armée congolaise. La plupart de ces derniers ont des blessures par balles et éclats d'obus, submergeant les hôpitaux de la capitale provinciale. L'hôpital Heal Africa accueille actuellement 560 blessés, la plupart ayant reçu des balles ou des éclats d'obus. Au moins 25 personnes ont succombé à leurs blessures depuis le début de la semaine.

La SADC convoque un sommet extraordinaire sur l'avenir de sa mission militaire. Les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se réunissent ce 31 janvier à Harare, au Zimbabwe, pour un sommet extraordinaire consacré à la situation sécuritaire en RDC. Les discussions devraient principalement porter sur l'avenir de la Mission de la SADC en RDC (SAMIDRC), déployée depuis décembre 2023 pour appuyer les forces armées congolaises face à l'avancée des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Le bilan de la mission s'avère lourd. En novembre 2024, la SADC avait prolongé son mandat d'un an, mais sur le terrain, la mission a subi d'importantes pertes. La semaine dernière, neuf soldats sud-africains et trois malawites ont été tués lors d'une offensive du M23 en direction de Goma. Trois autres soldats sud-africains ont également trouvé la mort lundi dans un échange de tirs à l'aéroport de la ville, tandis que plusieurs militaires ont été blessés. Malgré le soutien logistique et opérationnel accordé à la mission par la Monusco, en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée en août 2024, la situation sécuritaire continue de se dégrader, avec une avancée significative des rebelles dans plusieurs localités du Nord-Kivu. Face à ces difficultés, l'avenir de la mission est en question. Kinshasa aurait demandé un renforcement de la SAMIDRC afin de poursuivre les combats contre le M23 et le Rwanda. Toutefois, cette option ne ferait pas l'unanimité au sein des États membres de la SADC. Selon plusieurs sources diplomatiques, l'organisation régionale pencherait plutôt en faveur d'un retrait progressif, à condition qu'il soit accompagné d'un cessez-le-feu effectif et de la reprise des négociations entre les principaux acteurs du conflit. La SADC craint qu'un retrait précipité de ses troupes n'affecte sa crédibilité et complique d'éventuelles interventions militaires futures. La question de savoir comment organiser une sortie ordonnée de la SAMIDRC tout en évitant un vide sécuritaire sera au cœur des discussions. L'issue de ce sommet devrait déterminer la suite de l'engagement de la SADC

en RDC, alors que la tension reste forte à Goma, où les combats se poursuivent sporadiquement. **La SADC réaffirme son soutien «indéfectible» à Kinshasa**. Après plus de quatre heures de réunion à huis clos, le communiqué final des chefs d'État de la Communauté de développement d'Afrique australe ne mentionne pas l'avenir des troupes de la SAMIDRC. Le secrétaire de l'organisation régionale a rappelé les objectifs de cette mission, visant à soutenir la RDC dans sa quête « de paix et la sécurité » et à « défendre son intégrité territoriale ». « Le sommet a noté que ces objectifs n'ont pas encore été réalisés », a-t-il ajouté, indiquant que la voie diplomatique reste privilégiée. La troïka de la SADC, l'organe chargé des questions de défense et de sécurité, présidé par la dirigeante tanzanienne Samia Suluhu Hassan, a désormais la charge de se rapprocher de toutes les parties prenantes, afin de tenter de rétablir un cessez-le-feu, que Pretoria appelle de ses vœux. Alors que côté congolais, on espérait, selon une source proche de la présidence, une condamnation explicite de Kigali et la demande de retrait de ses troupes, les dirigeants se sont contentés de réaffirmer leur soutien « indéfectible » envers Kinshasa. Enfin, la SADC a entériné la proposition de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) qui vise à organiser un sommet conjoint entre les deux institutions. (**Actualité.CD**)

A Bukavu, des jeunes volontaires s'enrôlent pour aller combattre contre le M23. L'appel à la mobilisation a été lancé la veille par le ministre provincial de l'Intérieur, Albert Kahasha, également connu sous le nom de « Foka Mike ». Des milliers de jeunes ont répondu présents. Beaucoup se disent prêts à rejoindre les Wazalendo (groupes armés d'autodéfense qui combattent aux côtés des Fardc) afin, disent-ils, de défendre le pays face à l'agression rwandaise sous couvert du M23. Les jeunes volontaires qui s'enrôlent suivront une formation accélérée avant d'être envoyés sur la ligne de front. L'enrôlement de ces jeunes se fait alors que les combats se poursuivent dans le territoire de Kalehe, où l'armée congolaise tente de stopper l'avancée des rebelles. Ces volontaires l'assurent : ils iront jusqu'au bout, malgré les risques. Après la guerre, ils auront deux options : intégrer l'armée ou rejoindre la Réserve armée de la défense (RAD).